



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le vendredi 2 novembre 2007 — Vol. 40 N° 11

Interpellation: L'état de l'économie du Québec

**Président de l'Assemblée nationale:
M. Michel Bissonnet**

QUÉBEC

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats des commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission en particulier:	
Commission de l'administration publique	75,00 \$
Commission des affaires sociales	75,00 \$
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	25,00 \$
Commission de l'aménagement du territoire	100,00 \$
Commission de l'Assemblée nationale	5,00 \$
Commission de la culture	25,00 \$
Commission de l'économie et du travail	100,00 \$
Commission de l'éducation	75,00 \$
Commission des finances publiques	75,00 \$
Commission des institutions	100,00 \$
Commission des transports et de l'environnement	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec, Qc
G1A 1A3

Téléphone: (418) 643-2754
Télécopieur: (418) 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires sur Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'économie et du travail

Le vendredi 2 novembre 2007 — Vol. 40 N° 11

Table des matières

Exposé du sujet M. François Legault	1
Réponse du ministre M. Raymond Bachand	2
Argumentation	4
M. Irvin Pelletier	4
M. Raymond Bachand	5
Mme Nicole Ménard	6
M. François Legault	6
M. Raymond Bachand	7
M. Pierre Arcand	8
M. Irvin Pelletier	9
M. Raymond Bachand	9
Mme Nicole Ménard	10
M. François Legault	11
M. Raymond Bachand	12
M. Pierre Arcand	13
M. Irvin Pelletier	13
M. Raymond Bachand	14
M. Pierre Arcand	15
M. Christian Lévesque	15
Conclusions	16
M. Raymond Bachand	16
M. François Legault	18
M. Gerry Sklavounos, vice-président	

Le vendredi 2 novembre 2007 — Vol. 40 N° 11

Interpellation: L'état de l'économie du Québec

(Dix heures six minutes)

Le Président (M. Sklavounos): Alors, bonjour. Je déclare la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Le mandat de la commission est de procéder à l'interpellation du député de Rousseau adressée au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation sur le sujet suivant: L'état de l'économie du Québec.

Mme la secrétaire, est-ce qu'il y a des remplacements?

La Secrétaire: ...M. Lévesque (Lévis) remplace M. Charbonneau (Johnson); M. Legault (Rousseau) remplace M. Dufour (René-Lévesque); et M. Pelletier (Rimouski) remplace M. Gaudreault (Jonquière).

Le Président (M. Sklavounos): Merci, Mme la secrétaire. Je vous rappelle brièvement le déroulement d'une séance d'interpellation, selon la directive rendue par le président le 25 octobre dernier.

Dans un premier temps, le député qui a demandé l'interpellation, le député de Rousseau, aura un temps de parole de 10 minutes, suivi du ministre pour également 10 minutes. Par la suite, des périodes de cinq minutes seront allouées selon la séquence suivante: un député du deuxième groupe d'opposition, le ministre, un député du groupe ministériel. 25 minutes avant midi, j'accorderai un droit de parole de cinq minutes à un député du deuxième groupe de l'opposition officielle s'il y en a un qui se manifeste. J'accorderai par la suite un 10 minutes de conclusion au ministre, suivi d'un temps équivalent au député de Rousseau. Finalement, le débat ne peut, à moins d'un consentement, dépasser midi.

Comme la séance a débuté vers, Mme la secrétaire, 10 h 6, y a-t-il consentement pour poursuivre nos travaux au-delà de midi, soit à 12 h 6? Y a-t-il consentement?

Une voix: ...

Le Président (M. Sklavounos): Consentement, oui. C'est noté. Alors, commençons. M. le député de Rousseau.

Exposé du sujet

M. François Legault

M. Legault: Oui. Merci, M. le Président. Je suis content d'être ici, ce matin, pour parler d'économie du Québec. Je pense qu'on a vu, au cours des dernières heures, même des dernières minutes, des développements qui peut-être ajoutent à l'urgence d'agir, avec l'augmentation de la valeur du dollar canadien, qui pose certains avantages bien sûr pour ceux qui vont faire des achats à l'extérieur, entre autres, aux États-Unis mais qui pose des problèmes, là, énormes à toutes nos entreprises qui exportent actuellement.

Donc, on va, au cours de cet avant-midi, poser des questions au ministre. En fait, on a trois questions à poser au ministre. Je vais intervenir avec mon collègue le nouveau député de Rimouski qui est comptable agréé lui aussi. Donc, je suis content de voir qu'au Parti québécois on est le seul parti qui a deux comptables agréés. Donc, je pense que c'est un plus pour notre vie parlementaire. Et donc ensemble on va poser des questions au ministre du Développement économique, parce que malheureusement, et j'ai vu que le ministre du Développement économique a essayé de prendre les devants tantôt, en faisant un point de presse et en essayant encore une fois de dire: Tout va bien au Québec; on a peut-être un petit peu mal à la cheville, mais on est capable encore de marcher... Mais le problème, M. le Président, c'est que, pendant que le Québec marche, les autres courent, et c'est ça que le ministre doit comprendre.

● (10 h 10) ●

On n'est pas en train de dire que le Québec est en récession. Ce qu'on dit, c'est qu'il y a des signes très inquiétants et ce qui s'en vient est encore plus inquiétant. Et je trouve ça malheureux, M. le Président, parce qu'on l'avait vu. Depuis qu'il a été nommé, le ministre du Développement économique est admiratif de la performance économique du Québec. Et on pensait que l'été lui porterait conseil, mais, non, il a recommencé, à la session d'automne, avec un peu les mêmes chansons. Pourtant, M. le Président, je pense que tous ceux, là, qui sont impliqués en économie, autant dans nos grands centres urbains que dans nos régions, voient que la réalité, bien c'est qu'on vit une crise actuellement, une crise dans le secteur manufacturier, entre autres, dans le secteur de la forêt, mais on pourrait dire la même chose dans le textile, dans le meuble. Et ce qu'on se rend compte, M. le Président, c'est qu'actuellement on perd des emplois payants et on les remplace par des emplois moins payants. Et ce que ça veut dire, ça, M. le Président, c'est que le ministre du Développement économique doit comprendre que deux emplois à 10 \$ de l'heure, ce n'est pas équivalent à un emploi à 20 \$ de l'heure. Il faut qu'il comprenne ça, là. Ce n'est pas parce que le taux de chômage diminue que la qualité des emplois est là. Et la preuve, M. le Président, bien c'est que la croissance économique n'est pas là, puis c'est ça qui est le plus important, là.

On peut faire des chicanes avec des tonnes de statistiques. La plus importante, c'est la croissance des revenus. Pour les gens, là, ce qui est important, c'est de savoir est-ce que leurs revenus augmentent. Donc, ce qui est plus important pour un pays, une province, un État, c'est la croissance de ce qu'on appelle le produit intérieur brut, et malheureusement, comme je le disais tantôt, bien le Québec marche pendant que les autres courent. Et c'est un bon exemple.

Si on prend les 10 provinces canadiennes, M. le Président, l'année dernière, sur 10 provinces, le Québec a eu la neuvième croissance économique, donc avant-dernier. Le Québec est rendu, là, avec les Provinces

maritimes. Et, M. le Président, cette année — pour 2007 évidemment on n'a pas encore les chiffres pour toute l'année, puisqu'elle n'est pas finie — mais il y a des économistes, entre autres, à la Financière Banque Nationale qui prévoient que le Québec va finir 10e sur 10, 10e sur 10. Il me semble que, si j'étais ministre du Développement économique, je commencerais à m'inquiéter. Mais le ministre du Développement économique n'arrête pas d'être un peu le Roger Bontemps, là, du gouvernement libéral, se comporte comme si tout allait bien, et c'est ça qui est inquiétant, M. le Président. Et ce n'est pas seulement nous qui le disons, M. le Président, c'est à peu près tous ceux qui interviennent en développement économique.

Prenons la Chambre de commerce du Québec. C'est une chambre de commerce. C'est la fédération de toutes les chambres de commerce qui sont regroupées, qui ont un porte-parole qui est Françoise Bertrand. Et, M. le Président, je ne pense pas qu'il n'y ait personne qui puisse dire: Ah, Françoise Bertrand est de connivence avec le Parti québécois ou avec le député de Rousseau. Je pense que Françoise Bertrand, c'est quelqu'un que le ministre connaît bien. Et la présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, la semaine dernière, a donné son bulletin. On a parlé beaucoup de bulletins au Québec. Elle a donné la note C moins à l'économie du Québec. Pourquoi? Et c'est important de le dire, là, parce que le ministre du Développement économique ne semble pas d'accord avec moi. Quand je dis: On perd des emplois payants, par exemple, dans le secteur manufacturier et qu'on les remplace par des emplois moins payants dans le secteur des services, il m'accuse — parce qu'il aime ça faire ça — de dire que ce n'est pas important, les emplois dans le secteur des services. Ce n'est pas ça que je dis, M. le Président. Je dis juste qu'il faut regarder en moyenne la valeur des emplois. Et c'est pour ça que Françoise Bertrand dit — et ce n'est pas moi, là, je la cite — elle dit: «Plusieurs emplois du secteur de la fabrication ont été remplacés par des postes mal rémunérés du secteur des services.» Fin de la citation. Ce n'est pas moi qui le dis, là, c'est Françoise Bertrand. Et le ministre bien continue à dire que tout va bien.

Et on attend toujours après la stratégie de développement dans le secteur manufacturier. Et, M. le Président, il y a toutes sortes de rumeurs qui circulent. Il y a des gens qui nous disent que la stratégie est bloquée au Conseil du trésor parce qu'évidemment on ne peut pas sortir une stratégie s'il n'y a pas d'argent, avec cette stratégie-là, s'il n'y a pas des montants substantiels. Or, on voit que ce gouvernement-là a pris toutes sortes de décisions, ne s'est laissé aucune marge de manoeuvre, a annoncé des projets d'infrastructures, a annoncé des augmentations de salaire aux médecins. On n'est pas contre ça. Mais de l'autre côté il a pris toutes les marges de manoeuvre puis les a déjà dépensées, les marges de manoeuvre qu'il est allé obtenir d'Ottawa.

Donc, actuellement, il semble que la stratégie du secteur manufacturier est bloquée au Conseil du trésor probablement parce qu'il n'y a pas d'argent pour financer cette stratégie.

Et, M. le Président, je pense que c'est important qu'on le dise, là, les problèmes malheureusement ne sont pas terminés au Québec. Je pense qu'il n'y a personne, il

y a 10 ans ou à peu près, qui parlait de la Chine, mais, aujourd'hui, la Chine puis tous les pays émergents, bien c'est plus vrai que jamais. Il y a une compétition, il y a un développement incroyable qui fait qu'on se retrouve, aujourd'hui, avec des compétiteurs qui ont des coûts de main-d'oeuvre à moins de 1 \$ de l'heure, M. le Président. Donc, c'est écrit dans le ciel que certaines de nos entreprises qui exportaient vont se retrouver en difficulté face à ces compétiteurs qui ont un coût de main-d'oeuvre beaucoup plus bas. Et, M. le Président, c'est pour ça qu'au cours des quatre dernières années on a perdu plus de 100 000 emplois payants dans le secteur manufacturier, un secteur où en moyenne — c'est démontré noir sur blanc — les salaires sont 3 % plus élevés que dans le secteur des services, des emplois dans un secteur où c'est là que ça se passe, les exportations.

Et, M. le Président, je ne pense pas qu'on a besoin d'être un grand économiste pour comprendre que, quand on exporte, donc que le Québec reçoit des revenus payés par des gens qui vivent à l'extérieur du Québec, ce sont des revenus plus structurants que les revenus qu'on obtient en se vendant à nous-mêmes des produits. Mais ça, le ministre du Développement économique... que notre balance commerciale, qui était positive jusqu'en 2002, soit, aujourd'hui, négative de plus de 8 milliards, donc c'est-à-dire qu'on importe plus qu'on exporte, qu'on soit passés d'un peuple d'exportateurs à un peuple d'importateurs, ça crée un problème, M. le Président. Donc, c'est pour ça que la première question qu'on pose au ministre aujourd'hui, c'est de dire: Est-ce qu'il est inquiet de la situation économique au Québec? Est-ce que le ministre du Développement économique est inquiet de voir qu'avec le dollar qui est maintenant à 1,06 \$... est-ce qu'il est inquiet des impacts que ça va avoir sur nos entreprises? Est-ce qu'il va agir? Est-ce qu'il a compris que nos entreprises au Québec ont besoin d'oxygène?

Donc, ma première question, M. le Président, c'est: Est-ce qu'enfin le ministre du Développement économique est inquiet de la situation économique au Québec? Merci, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rousseau. J'aimerais juste rappeler aux membres de la commission que, malgré le fait que nous sommes au salon bleu, les interventions doivent se faire assis, les intervenants doivent être assis afin de faire leurs interventions. Vu que j'ai toléré — je ne voulais pas interrompre le député de Rousseau — M. le ministre, je vous laisse le choix. Si vous voulez demeurer, pour cette première intervention, debout ou assis, je vous laisse le choix. M. le ministre.

Réponse du ministre

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Non, je vais respecter le protocole de l'Assemblée nationale, M. le Président. M. le Président, le Parti québécois et particulièrement le député de Rousseau nous interpellent sur une question qui est essentielle, hein, qui est l'état de l'économie québécoise, la réussite de l'économie québécoise. Et, d'entrée de jeu, bien sûr il y a des problèmes, le monde change. On sait que le monde change.

Le monde change à une vitesse exceptionnelle, depuis quelques années. On voit juste qu'il y a eu le libre-échange avec les États-Unis, puis là la Chine rentre dans l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce. Ça vient créer tout un nouveau champ de défis. Mais, moi, j'ai confiance aux gens. Le député de Rousseau m'appelle Roger Bontemps parce qu'il est habitué à lancer des caractéristiques, mais j'avoue qu'au moins son ton — j'espère qu'on va rester de même pendant les prochaines heures — est un peu plus élégant qu'à l'habitude. Mais à l'inverse je vous dirais, M. le Président, que l'opposition et le député de Rousseau... Je vois qu'il est comptable de formation. C'est ce qu'il a dit. Lui, c'est un statisticien, mais il prend plaisir — c'est comme un corbeau, un oiseau de malheur, là — à regarder les bobos, il ne regarde pas l'état de santé de l'économie. Puis, entre ceux qui ont peur, puis qui ont peur d'avoir peur, puis qui ont peur des changements, puis qui ont peur de la mondialisation, puis qui ont peur des immigrants, hein, parce qu'on va revenir sur l'immigration, la main-d'oeuvre, bien, nous, au Parti libéral, puis, moi, comme ministre, moi, j'ai confiance.

● (10 h 20) ●

Moi, j'ai confiance dans nos entrepreneurs. Moi, j'ai confiance dans nos travailleurs, dans nos dirigeants syndicaux, j'ai confiance dans la créativité du peuple québécois. Puis le peuple québécois, quand il est créatif puis quand ses entrepreneurs se mettent ensemble puis affrontent les défis de demain, bien on conquiert la planète et puis on gagne. Les Québécois sont aussi ceux qui nous écoutent, M. le Président. Ils sont réalistes. Ils voient les changements puis ils sont capables de faire la part des choses. Et ce gouvernement, et on va avoir amplement l'occasion de vous le démontrer, on est en mode action importante dans tous les secteurs de l'économie et on le fait avec les gens qui interviennent dans l'économie. On le fait. On l'a vu en aéronautique, on l'a vu en pharmaceutique, avec tous les gens d'innovation, de recherche et développement. On aura l'occasion d'en reparler aussi. Et là, oui, pour ajouter à ça, on le fait avec tous les dirigeants régionaux. Mais là on travaille en plus, pour ajouter à ça, bien sûr à une stratégie, un plan d'action manufacturier qui viendrait ajouter à temps donné les changements.

Mais prenons un peu de perspective quand même parce qu'on réussit, l'économie du Québec, hein, on réussit. Si on regarde nos exportations de marchandises, M. le Président — regardons nos exportations de marchandises — et, regardez, là, de 2000 à 2003, là, hein, pendant qu'ils étaient sur le terrain — ils n'étaient pas des statisticiens, là; le Parti québécois, là, il était sur le terrain, là, c'est eux qui étaient au marbre — pendant ce temps-là, là, on baisse de façon majeure. Regardez la courbe. Et, depuis 2003, M. le Président, nos exportations du Québec montent: 2004, 2005, 2006. 2007, c'est plus difficile, j'en conviens. La hausse rapide du dollar crée un problème. On est passés de 0,65 \$, 0,67 \$ à 0,95 \$ mais sur quatre ans. C'était très rapide, mais nos gens se sont ajustés. Évidemment, la hausse des dernières semaines, des derniers mois, oui, ça crée un problème pour lequel effectivement on agit.

Mais il y a comme un deuxième tableau parce qu'ils nous mettent toujours en perspective canadienne. Regardons — puis, le tableau, là, je ne l'ai pas en

couleurs — nos livraisons manufacturières, des livraisons manufacturières. Il aime beaucoup parler des livraisons manufacturières, M. le Président, le député de Rousseau. Bien, les livraisons manufacturières, au Québec, là, hein, en 2005, plus 4 %; Ontario, 0,6 %; Canada, 3,3 %. On est meilleurs que le Canada. En 2006, 4,2 %; l'Ontario, moins 3 %. Je ne me réjouis pas de ça, ils ont des difficultés. Ça ne nous aide pas. On aime ça que l'Ontario soit forte. Mais à 4,2 % le Québec; Canada, 0,8 %. En 2007, cette année, malgré ce qui se passe, les livraisons manufacturières du Québec sont actuellement en hausse de 4,5 %, alors qu'en Ontario elles sont stagnantes et au Canada c'est 1,4 %. Alors, il faut aussi appeler un chat un chat, puis le chat est en bonne santé, hein? Les livraisons manufacturières du Québec augmentent.

Les exportations vont très bien, depuis trois ans. Elles sont à une pause, là, évidemment parce qu'actuellement, là, le dollar, il bouge très vite. Puis la grande, grande caractéristique, c'est bien sûr le taux de chômage, hein, le taux de chômage, c'est l'emploi. Parce qu'au fond ceux qui nous écoutent, ceux pour qui on travaille là, hein, ceux qui paient notre salaire, M. le Président, et le vôtre, et ceux de mes collègues de Mont-Royal et de Laporte qui sont ici présents, bien ceux qui paient notre salaire, M. le Président, là, eux autres, ils paient le travail, hein, ils vont travailler à la sueur de leur front et puis ils paient des impôts pour qu'on remette dans l'économie.

Mais au fond il n'y a jamais eu autant de monde au travail au Québec, aujourd'hui, dans son histoire. Le taux de chômage du Québec est le plus bas de son histoire, le plus bas depuis 33 ans, M. le Président. Pas de son histoire, depuis 33 ans. Et j'aurai l'occasion de revenir sur ça parce que ça fait plusieurs fois — c'est comme un dada du député de Rousseau — où il parle des mauvais salaires des autres industries. Bien, moi, je suis fier de l'industrie de services. Le secteur manufacturier, c'est très important, mais il y a des jobs à 8 \$ de l'heure dans le secteur manufacturier aussi, hein, ne contons-nous pas d'histoires. Il y en a à 15 \$, il y en a à 25 \$, il y en a à 35 \$, mais il y en a à 8 \$ de l'heure. D'ailleurs, c'est celles-là surtout qu'on perd actuellement, au profit de la Chine, ce n'est pas nécessairement nos autres.

Mais dans l'économie le secteur manufacturier est très important au Québec, c'est 20 % de notre économie et c'est beaucoup plus important qu'aux États-Unis, c'est plus important qu'en Ontario, c'est plus important qu'ailleurs. On a un secteur manufacturier très fort. Puis, quand on parle des services, on parle des services technologiques aussi, on parle du secteur des institutions financières — et j'aurai l'occasion d'y revenir — et c'est des très bons salaires. Je suis très surpris que l'opposition revienne toujours en parlant... C'est très subtil, là, leur façon de parler, mais c'est comme si le secteur des services, ce n'était pas important. Ils parlent juste du secteur manufacturier. L'économie, c'est un tout, M. le Président. L'économie, c'est un ensemble, c'est une grande famille où les régions s'entraident les unes les autres, où le secteur des services entraîne le secteur manufacturier, puis c'est comme ça qu'on progresse dans le monde. Le secteur manufacturier, il ne serait pas capable d'augmenter sa productivité s'il n'avait pas des inventeurs d'équipement, s'il n'avait pas des informaticiens, s'il n'avait pas des gens qui le conseillent au niveau juridique, au niveau

comptable aussi — oui, M. le député de Rousseau. Et ça, ce sont des emplois qu'on encourage. Au Québec, on encourage la recherche et le développement, on encourage l'innovation, on encourage nos créateurs dans tous les secteurs de l'économie.

Donc, on a une grande progression de l'emploi. Puis peut-être qu'on peut rappeler quand même pour ceux qui aiment un peu l'histoire que, dans les quatre années où ils étaient au pouvoir, hein, le taux de chômage, il s'est terminé — le «bottom line» de la neuvième manche, avant les élections, en 2003; pour prendre les exemples qu'ils aiment beaucoup, restons dans le sport — à 9,3 % de chômage, hein, puis, aujourd'hui, on est en bas de 7 %, M. le Président. Puis la croissance économique était plus faible qu'elle l'est aujourd'hui, et puis les exportations, on vient de le voir, étaient en chute libre puis, aujourd'hui, elles sont en augmentation depuis trois ans. Puis les livraisons manufacturières étaient stagnantes au Québec puis les livraisons manufacturières, depuis quatre ans, montent.

Alors, si on veut regarder l'état de l'économie, il faut regarder d'où on vient, hein? On vient d'un creux puis on remonte, M. le Président. C'est ça, la réalité des choses depuis quatre ans. Puis après ça il faut regarder où on s'en va puis est-ce qu'on est en train de poser les gestes pour s'assurer qu'on s'en va dans la bonne direction. Et, moi, je pense que l'action du gouvernement du Québec et du budget — parce que ça, c'est une action, la taxe sur le capital qu'on réduit, qu'on abolit sur quatre ans, l'amortissement accéléré; ça, c'est de l'oxygène pour les entreprises, pour qu'ils puissent investir — nos stratégies d'innovation — aéronautique, santé, mode et vêtements — voilà des gestes structurants d'action, la stratégie de développement économique des régions. Donc, chaque secteur de l'économie du Québec, on est en marche, M. le Président, on est en marche, on bouge parce que, nous, on a le cap sur l'avenir. Nous, on regarde. On a corrigé les situations désastreuses. On a un capital de risque plus fort que jamais, les entreprises ont besoin de capitaux aussi. Et, l'économie du Québec, malgré des turbulences, hein, c'est comme quand des fois on est dans un avion, là, bien, oui, il y a des poches d'air. Ça veut-u dire que l'avion est en train de crasher?

Non, M. le Président, il y a une poche d'air puis il y a des pilotes aux commandes. Puis les pilotes aux commandes, avec le gouvernement du Québec, les pilotes aux commandes, c'est nos entrepreneurs, ce sont nos travailleurs qui sont aux commandes de la productivité de leurs entreprises. Et, nous, on travaille avec eux.

Et d'ailleurs, cette semaine, pour la première fois de l'histoire du Québec, on a fait le Forum des dirigeants des entreprises étrangères. On a pris l'ensemble des dirigeants des entreprises étrangères. Il y en a 40, des grands leaders. Je remercie M. St-Laurent, président de Bell Helicopter, président de la grappe aéronautique. On était là dimanche soir puis on était là lundi, puis la question que je leur posais, c'est: Comment je peux vous aider à continuer à grandir dans le monde d'aujourd'hui, à aller chercher des mandats et des missions mondiales? Et c'est parce qu'on travaille ensemble, et ça, ça nourrit aussi notre réflexion. Et ils nous ont applaudis sur ce qu'on a fait.

Ils nous ont suggéré des pistes totalement contraires évidemment à ce que l'opposition suggère parce que l'immigration, pour eux c'est important pour eux. Puis on

sait que l'ADQ a peur d'augmenter le niveau d'immigration, et puis le PQ veut juste du «nous», mais, les «eux» et les immigrants, ils n'en veulent pas. Merci, M. le Président.

Argumentation

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole au député de Rimouski.

M. Irvin Pelletier

M. Pelletier (Rimouski): Merci, M. le Président. Nous vivons ici, au Québec, depuis quelques années maintenant, une crise dans le secteur forestier. Cette crise, que le gouvernement libéral n'a pas vu venir malgré des signes et des avertissements de toutes parts, a frappé le Québec de plein fouet. Cette crise causée par la mauvaise gestion de nos forêts, amplifiée par la baisse du dollar américain et la concurrence internationale a fait que plusieurs entreprises forestières ont dû fermer leurs portes, laissant sans emploi des dizaines de milliers de personnes, que ce soient des emplois directs ou indirects. Ces personnes mal préparées pour occuper d'autres postes soit à cause de leur âge ou de leur formation sont allées rejoindre les rangs des chômeurs malgré eux, et, après un certain temps, ils sont tout simplement devenus sans revenus. Encore aujourd'hui, beaucoup de ces travailleurs sont sans ressource. Le gouvernement du Québec n'a rien pour eux, et, on l'a vu en début de semaine, le gouvernement fédéral non plus.

● (10 h 30) ●

Toujours dû à la baisse du dollar américain et à la compétition internationale et autres facteurs, l'industrie manufacturière est en panne. En effet, depuis 2004, depuis que les libéraux sont au pouvoir, plus de 100 000 emplois ont été perdus au Québec, dans le secteur manufacturier, mais le ministre continue à ne rien admettre, puisque ces emplois ont été remplacés par plus de 200 000 emplois dans les secteurs commercial et de services. Par contre, ces derniers emplois, surtout dans le secteur commercial, sont moins rémunérateurs et surtout on n'y fabrique pas de produits finis à partir de nos ressources premières. Donc, ces emplois créent moins de richesse. Le ministre continue à nous répondre que les livraisons ont augmenté et que tout simplement les employés sont plus productifs. M. le Président, ici on ne parle pas de livraison, on parle d'emplois.

Aussi, le ministre coupe au plus court en nous disant que la productivité a augmenté. C'est peut-être un peu vrai, mais nous ne sommes pas dupes. L'augmentation de productivité n'a pas pu nous coûter un emploi sur cinq. La seule mesure que le gouvernement a trouvée au cours des cinq dernières années, c'est de couper 25 % les aides fiscales aux entreprises... des régions ressources en juin 2003 et proposer, au printemps dernier, de couper le reste au cours des trois prochaines années. Grâce à la lucidité, la clairvoyance, la ténacité du Parti québécois et au laxisme de l'ADQ, cette coupure a été évitée à tout jamais pour nous, mais peut-être que pour le Parti libéral ce n'est que partie remise. Pour l'ADQ, on ne sait toujours pas s'ils sont en faveur ou non de ces aides fiscales pour les entreprises, pour lesdites entreprises. Ils sont contre ou ils

sont pour. Ça dépend de qui en parle, où ils en parlent et quand ils en parlent. Pour le secteur manufacturier, ils identifient bien le problème mais comme toujours ne proposent aucune solution.

Un autre secteur, M. le Président, qui est en crise, c'est l'industrie porcine au Québec. Le problème dans ce secteur se situe à quatre niveaux. Premièrement, l'industrie subit une crise sanitaire, soit le syndrome de dépérissement du porcelet, qui fait que plusieurs porcs ne se rendent pas à maturité, donc ne peuvent être vendus. Deuxièmement, la baisse des prix. À l'heure actuelle, le porc se vend 0,92 \$ le kilo, alors qu'il coûte 1,75 \$ à produire. Par contre, ce phénomène peut être amoindri par l'assurance stabilisation des revenus agricoles, mais cette assurance ne comble que la différence entre les revenus et les dépenses. Alors, lorsque le producteur est à perte, l'assurance le ramène à zéro, mais le producteur n'a pas d'argent pour réinvestir en équipement. En fait, il n'a pas de profit.

Il y a un problème de liquidités. Actuellement, La Financière agricole tarde à verser le troisième versement de l'ASRA, qui devait être versé en octobre 2007. La financière, dans un premier temps, a reporté ce versement à janvier 2008, pour ensuite promettre une partie de ce montant pour début novembre. Pour passer à travers, les producteurs ont besoin d'un urgent versement minimum équivalent à 6,50 \$ le porc et 46 \$ la truie, sinon plusieurs petits producteurs fermeront leurs portes cet automne, faute d'argent, mais aussi par découragement. Lundi dernier, ce versement n'était toujours pas entré. La Financière agricole a un problème de liquidités, puisque 140 millions de ses argents sont investis dans le papier commercial. La Financière agricole est-elle là pour jouer à la Bourse ou pour soutenir les producteurs agricoles? On peut se poser la question.

Enfin, M. le Président, et je vais aller vite sur le dernier point, il y a actuellement 40 000 porcs au Québec qui ne sont pas vendus parce qu'on a des problèmes d'abattoir, puis ces porcs-là coûtent cher à entretenir et aussi ils perdent de la qualité. Enfin, parlons rapidement de la crise dans l'acériculture, que M. le ministre de l'Agriculture connaît bien.

Et, devant tous ces faits, M. le Président, est-ce que le ministre responsable du Développement économique reconnaît que la situation économique du Québec est inquiétante?

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rimouski. M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Je remarque que nos collègues d'en face reviennent sur l'emploi et le type d'emplois au Québec, puis ils reviennent sur toutes sortes de statistiques, parce que c'est important, l'emploi, puis vous avez raison de le souligner puis de parler d'emploi.

Effectivement, c'est très important, et le type d'emplois aussi qu'on existe au Québec, hein? Félix Leclerc disait: «La meilleure façon de tuer un homme, c'est de le payer à ne rien faire.» Puis c'est la base de la dignité humaine. Alors, vous avez beau sortir n'importe quelle statistique, ce qui compte, là, c'est: Est-ce que les

Québécois puis les Québécoises qui veulent travailler ont une job? Puis, jamais dans notre histoire, il n'y a eu autant de monde sur le marché du travail, les gens qui veulent travailler. Il y en a plus de 4 millions. Je n'ai pas le chiffre précis avec moi. Je l'ai, là: 4,1 millions ou presque 4,2, et jamais le chômage depuis 33 ans n'a été aussi bas. Voilà quelque chose d'important. Puis ça, c'est au fond la statistique ultime de la force et de la vigueur d'une économie, c'est: Est-ce qu'on fournit des emplois aux hommes et aux femmes qui veulent travailler, qui veulent s'épanouir, qui veulent nourrir leur famille, qui veulent se payer parfois aussi un voyage, une vacance, quelque chose de bien mérité, préparer leur retraite?

Alors, jamais on n'en a eu autant. Ça, c'est quand même un chiffre important: de 9,3 % de chômage dans votre temps à en bas de 7 % aujourd'hui, à 6,9 %. Puis ça continue cette année, hein, parce que cette année — les statistiques sont sorties ce matin — il y a 80 000 nouveaux emplois cette année, au Québec, un peu plus que 80 000. La majorité, plus des trois quarts, 76 %, c'est des emplois à temps plein. Puis ça, ce n'est pas pour rien que ça arrive. Ça arrive aussi parce que, malgré les peurs, et les peurs, et les peurs, ça arrive parce qu'on travaille, parce qu'on travaille à soutenir ça, parce qu'on a des politiques qui soutiennent ça, parce qu'on a des actions qui soutiennent ça.

Mais parlons du type d'emplois, puisque vous êtes des comptables. Pardon, M. le Président. Puisque les députés qui sont en face de nous sont des comptables. Puis ils nous parlent comme si l'industrie des services, ce n'était pas important. Prenons une des catégories qui a créé le plus d'emplois au cours des neuf premiers mois, hein, on est à 10 400 de plus dans le monde de finance et de l'assurance. Vous devez connaître ça, le monde de la finance et de l'assurance. Ça fait partie des services. Des fois, les services, là, vous méprisez ça comme si c'était... La catégorie des services, c'est des gens exceptionnels. Puis, je veux dire, à Québec, on a la capitale nationale ici, là. C'est comme si on jetait un regard en disant: Ce n'est pas important, là, Desjardins; puis ce n'est pas important, l'Industrielle Alliance; puis ce n'est pas important, SSQ; puis ce n'est pas important, La Capitale. Moi, pour moi, c'est important, puis pour moi les gens qui travaillent chez CGI puis les gens qui travaillent chez DMR, ça, c'est important.

Mais revenons aux salaires, M. le Président. Par exemple, O.K., dans les services, ils disent toujours: C'est des mauvais salaires. Ceux qui en ont créé le plus cette année, c'est finance. Le niveau moyen de salaire moyen par secteur, en 2006: dans finance, assurances, immobilier, 20,72 \$. En passant, là, fabrication, c'est 19,04 \$. C'est plus payant de travailler là que de travailler dans la fabrication. Je comprends que, la fabrication, il y a du 8 \$, il y a du 45 \$, il y a de tout. C'est juste pour dire qu'il faut mettre les choses en perspective. Puis les services professionnels, scientifiques que, nous, on encourage, les techniques, 23,71 \$, M. le Président. Puis, l'information, la culture et les loisirs — il y a de tout là-dedans aussi, alors on ne veut pas trop jouer sur les chiffres — 19,62 \$.

C'est juste pour dire, M. le Président, que, dans l'économie d'aujourd'hui, il y a une panoplie de gens, on peut s'épanouir, comme être humain, dans toutes sortes de métiers. Le manufacturier, c'est très important. On a besoin de travailleurs. Puis d'ailleurs on aura éventuellement un

défi, un jour, de main-d'oeuvre, s'assurer que nos jeunes aillent dans les métiers spécialisés, aillent là-dedans. Ça, on a un défi collectif avec ça, de société, mais aussi pour la main-d'oeuvre, parce qu'on est sur la main-d'oeuvre, dans les bons salaires, on a besoin d'immigration, hein? La présidente de la Chambre de commerce de Québec, Mme Bertrand, que le député de Rousseau... a citée, dans une lettre de félicitations qu'elle m'adresse pour notre vision économique, pour le speech d'ailleurs que j'ai fait sur la fédération, elle dit: «D'ailleurs, notre grande préoccupation, ce sera un jour la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée. Aujourd'hui plus que jamais, la main-d'oeuvre immigrante constitue un atout indispensable, et nous avons besoin de compter davantage sur le potentiel de talents et de compétences des travailleurs immigrants.»

Voilà pourquoi on a des actions complètes, M. le Président, mais on travaille aussi. Ma collègue, hier, a annoncé qu'on allait monter le niveau d'immigration au Québec. On va bien sûr remonter aussi le niveau d'intégration, les efforts qu'on fait, mais parce qu'on regarde l'ensemble, parce qu'on travaille, on est connectés sur la base, on est connectés sur les travailleurs, on est connectés sur l'entrepreneur. Ça nous prend des emplois aussi, et on travaille sur ça, même si eux, qui ont peur d'avoir peur, ils sont frileux. Merci, M. le Président.

● (10 h 40) ●

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Alors, du côté ministériel, je cède la parole à la députée de Laporte.

Mme Nicole Ménard

Mme Ménard: Merci, M. le Président. J'apprécie l'opportunité qui m'est donnée de parler d'un secteur important dans l'économie du Québec et je veux parler du tourisme.

Avec des recettes de plus de 10,6 milliards de dollars en 2006, l'industrie touristique représente un moteur économique, et ce, pour toutes les régions du Québec. Je vous souligne que l'industrie touristique représente le cinquième produit d'exportation pour l'économie du Québec. Je vais prendre quelques minutes pour souligner à quel point notre gouvernement est actif dans ce secteur, et ce, grâce à des gestes concrets qu'il pose en partenariat avec les gens de l'industrie.

Le 18 octobre dernier, le ministre, en compagnie du président des associations touristiques régionales associées du Québec, M. Jocelyn Carrier, procédait à la signature d'une entente-cadre de partenariat régional en tourisme. Cette signature témoigne de la volonté du gouvernement de stimuler le développement touristique en établissant un cadre de partenariat avec chacune des associations touristiques régionales qui le souhaitera. À la suite de cette signature, les associations touristiques ont, aujourd'hui, la possibilité de convenir, sur une base volontaire et individuelle et selon leurs priorités régionales, d'une entente de partenariat régional leur permettant d'investir jusqu'à 25 % des produits issus de la taxe sur l'hébergement à des fins de développement touristique.

Le ministère du Tourisme injectera une somme maximale de 500 000 \$ par ATR, pour les cinq prochaines années, la durée de l'entente. M. le Président, les associations touristiques devront appairer une somme équivalente pour la même période ou une période

moindre. Le ministère et les associations touristiques pourront par conséquent injecter conjointement jusqu'à 20 millions de dollars sur une période maximale de cinq ans. Ces sommes auront un effet bien sûr de levier qui devrait générer, selon les projections, de 50 à 100 millions de dollars de nouveaux investissements pour l'industrie touristique. Ces ententes de partenariat régional permettront ainsi de concentrer nos investissements dans l'industrie touristique, en fonction des priorités régionales, et aussi de renforcer le rôle de nos partenaires dans le processus. Concrètement, le gouvernement souhaite que ces ententes contribuent à l'augmentation d'entreprises touristiques prêtes à l'exportation et consolident le pouvoir attractif des produits touristiques en émergence.

De plus, M. le Président, j'apporte à votre attention que nous annoncerons sous peu un deuxième volet qui s'ajoutera à cette première entente, confirmant ainsi la volonté gouvernementale d'appuyer les partenaires de l'industrie dans l'atteinte de leurs objectifs. Le gouvernement souhaite ainsi établir, en partenariat avec les associations touristiques, une approche globale qui générera pour plus de 150 millions de dollars de nouveaux investissements touristiques au cours des cinq prochaines années.

M. le Président, le gouvernement est actif pour appuyer l'économie du Québec, et ces deux nouveaux programmes en sont la preuve, que nous redoublons d'efforts pour prospérer notre économie... pour faire prospérer, pardon. Depuis notre arrivée au pouvoir, plusieurs projets touristiques ont vu le jour grâce à notre appui. Permettez-moi d'en citer deux. Le projet du Massif de Petite-Rivière-Saint-François, avec ses quelque 230 millions de dollars d'investissement, est la preuve que l'industrie touristique québécoise ne cesse d'innover. Et je vois que mon temps s'écoule. Alors, je vais juste vous dire que tous les gestes, M. le Président, contribuent à soutenir ces hommes et ces femmes qui font du Québec une destination prisée à l'échelle internationale.

Une autre preuve que l'économie du Québec va bien. M. le Président, le Québec touristique va bien, et notre gouvernement n'est certes pas étranger à ce succès. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, Mme la députée de Laporte. Je cède maintenant la parole à M. le député de Rousseau.

M. François Legault

M. Legault: Oui. Merci, M. le Président. On a vu que le ministre du Développement économique, en réponse à notre question, et je la répète — on l'a posée deux fois: Est-ce que le ministre reconnaît que la situation économique du Québec est inquiétante?, bien, lui, il nous a dit non, il nous a dit: Tout va bien, la vie est belle, les emplois dans le secteur des services, ce sont des bons emplois. Il a essayé de transformer un peu mes paroles ou nos paroles en disant qu'on n'accordait aucune importance aux emplois dans le secteur des services.

M. le Président, je veux peut-être essayer une dernière fois d'expliquer au ministre du Développement économique qu'on ne dit pas que les emplois dans le secteur des services ne sont pas importants, ce qu'on dit, c'est que, dans le secteur manufacturier, en moyenne les

emplois sont payés 3 % plus cher que dans le secteur des services, donc sont plus payants quand on regarde strictement les salaires. Et, deuxièmement, c'est là qu'on a la majeure partie des exportations. Et c'est ça que le ministre ne semble pas comprendre. Actuellement, là, une économie qui est riche, une économie qui est prospère, c'est une économie qui va chercher des revenus à l'étranger, et actuellement, là, nos entreprises... Et j'écoutais, ce matin, le président de l'association des manufacturiers et exportateurs du Québec qui était inquiet, qui disait: Juste dans les dernières semaines, les entreprises dans le secteur manufacturier ont perdu 400 millions de revenus.

M. le Président, là, je veux revenir au taux de change, là, parce que c'est important. On est rendus presque à 1,07 \$ ce matin. Ce que je veux essayer d'expliquer au ministre, là, c'est que, depuis quatre ans, la valeur du dollar US, par rapport au dollar canadien, avait diminué d'à peu près 40 %. Donc, ce que ça veut dire, M. le Président, là, c'est: quand on convertit les ventes en dollars US puis on les convertit en dollars canadiens, ça veut dire qu'il y a une baisse de 40 % dans le prix que les entreprises obtiennent. Connaissez-vous beaucoup d'entreprises qui sont capables de baisser leurs prix de 40 % et d'arriver? Bien, M. le Président, ça ne s'arrête pas là, ça s'est accéléré, là. Puis, si on regarde la valeur du dollar canadien ce matin, 1,068 \$, on calcule, là, que, depuis le début de l'année, c'est tout près de 20 % de variation. Ça veut dire que les compagnies québécoises qui exportent aux États-Unis ont vu leurs prix convertis en dollars canadiens baisser de 20 % — 20 % — en même pas une année complète, M. le Président. C'est catastrophique. Ils ont besoin d'oxygène.

Et, M. le Président, ma deuxième question, c'est de demander au ministre du Développement économique s'il reconnaît que la taxe sur le capital qui est payée par l'ensemble des entreprises — là, je ne parle seulement du manufacturier, je vais aller dans son sens, on va inclure les compagnies dans le secteur des services, on va inclure l'ensemble des entreprises... Actuellement, les entreprises au Québec, cette année, en 2007, vont payer 1,5 milliard de taxe sur le capital. L'année prochaine, ça va être 1,2 milliard. Et le gouvernement a promis qu'en 2011 — en 2011 — il va abolir la taxe sur le capital. M. le Président, c'est beaucoup trop tard. La présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec demande qu'on abolisse dès maintenant la taxe sur le capital. L'Association des manufacturiers demande ce matin qu'on abolisse, dès maintenant ou au plus tard l'année prochaine, complètement, la taxe sur le capital des entreprises. Ça veut dire ça que le ministre doit trouver 1,5 milliard. Et, moi, ma crainte, M. le Président, c'est qu'on ait droit à une annonce, dans les prochains jours ou les prochaines semaines, d'une nouvelle stratégie avec quelques centaines de millions de dollars.

Or, les entreprises, pour être capables de respirer, de faire face justement, entre autres, à la dépréciation du dollar américain, ont besoin d'une aide substantielle. Les représentants demandent 1,5 milliard, c'est-à-dire l'abolition de la taxe sur le capital, qui n'existe pas ailleurs, M. le Président, ou à peu près pas. Et il faut être capables, à un moment donné, d'être compétitifs. Si on veut que nos entreprises soient capables de relever les défis, il faut qu'il y ait une fiscalité compétitive.

Donc, ma question: Est-ce que le ministre du Développement économique reconnaît que la taxe sur le capital, qui représente 1,5 milliard en 2007, nuit au développement économique du Québec actuellement?

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rousseau. M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Le député de Rousseau, à son habitude, pose plusieurs questions. Il commence avec une et termine avec l'autre.

Alors, quand il parle d'inquiétude, O.K., vous savez la différence d'attitude: quand il y a un vent de face, quand il y a un vent qui se lève, il y en a qui sont inquiets puis qui ont peur, hein, peur des immigrants, peur des changements économiques puis il y en a qui disent: Voilà un défi auquel on va s'attaquer parce que, nous autres, on travaille; nos entrepreneurs, ils sont bons; nos travailleurs, ils sont bons; nos syndicats aussi, ils sont bons, puis ensemble, avec nos universitaires puis nos centres de recherche, on est capables de gagner et on l'a démontré depuis quatre ans, qu'on est capables de gagner. Et je reviens parce que c'est le député de Rousseau lui-même qui dit: C'est épouvantable, depuis les dernières années, 40 % de changement au dollar canadien. C'est vrai, 40 % de changement au dollar canadien, mais la preuve qu'on est bons puis qu'on est capables, c'est les exportations du Québec pendant la même période.

● (10 h 50) ●

Les exportations du Québec, elles ont grandi année après année, après année. Cette année, depuis trois mois, c'est plus dur parce que c'est trop rapide, là, il faut que les entreprises s'adaptent. Pourquoi elles s'adaptent, les entreprises? Puis regardons l'investissement, parce que le député de Rousseau, il parle souvent d'investissement, parce qu'il faut investir, et c'est pour ça qu'on a... Regardez dans la construction, hein, la construction: il y a 51 000 mises en chantier au Québec pour les neuf premiers mois de l'année. C'est une excellente nouvelle. Dans leur temps, c'était 30 000 par année. En millions d'heures travaillées depuis deux ans, sur les chantiers de construction du Québec, on est à un plateau actuellement beaucoup plus élevé que la plaine dans laquelle ils étaient à l'époque. Et, des projets d'investissement, on peut en mettre, on peut en aligner. Il y en a, cette année, annoncés pour plus de 9 milliards de dollars.

Cette année, le Québec va être parmi les leaders de l'investissement au Canada, et ça, ça ne comprend pas la R & D. Mais je sais que, quand il regarde les statistiques d'investissement aussi — puis j'ai un autre tableau — quand on compare le Québec avec l'Ontario, parce qu'il faut se comparer, le Québec et l'Ontario, et, si on regarde les investissements privés non résidentiels, qui est ce que le député de Rousseau aime beaucoup, M. le Président, incluant les investissements d'Hydro — on ne veut pas perdre les gens, mais, en Ontario, ils mettent Hydro Ontario; au Québec, on met Hydro-Québec — bien, depuis trois ans, hein, au Québec, 9,3 % de croissance. Ontario, 8,1 %, 8,7 %, 8,4 %, 8,5 %, 8,6 %. Le Québec est en bonne position, M. le Président.

Et pourquoi ils sont en bonne position? Parce qu'on est en train aussi de les aider à mettre des outils en

place. Et les impôts des entreprises ont été réduits de... millions depuis qu'on est là. Et, en arrivant — j'ai pris votre première question — à la taxe sur le capital, qu'est-ce qu'on fait pour aider les entreprises à investir? Premièrement, on a travaillé. Ma collègue — j'ai le droit de dire son nom ici, Monique Jérôme-Forget, quand elle n'est pas là? — ou en tout cas la ministre des Finances, excusez-moi, M. le Président — je n'ai pas l'expérience parlementaire de mes collègues d'en face qui sont ici — elle a premièrement... On veut de l'oxygène, hein? L'amortissement.

L'amortissement, pour ceux qui nous écoutent, là, ça veut dire — vous êtes des comptables, bien sûr, vous, les députés d'en face comprennent; ça veut dire — que, quand tu investis, tu peux déduire la dépense de tes impôts en général — ça dépend du capital — sur un certain nombre d'années. C'était sept à neuf ans. Ma collègue la ministre des Finances a dit: L'amortissement, là, si vous investissez, ça va être sur deux ans. Ça, c'est un puissant incitatif à l'investissement.

Deuxièmement, sur la taxe sur le capital. On a augmenté graduellement le seuil d'exemption, le seuil en bas duquel tu n'en paies pas. Il y a 13 000 entreprises au Québec qui ne paient plus maintenant la taxe sur le capital, qui en payaient avant. On leur a donné de l'oxygène. Pour les 7 000 autres manufacturières, on leur a dit une chose. Parce que, quand le député de Rousseau parle du milliard, bien, lui — c'est un milliard de revenus, là, c'est important, hein, pour la santé puis l'éducation — lui, il voudrait abolir la taxe sur le capital sur les grandes banques, les grandes institutions financières. Il voudrait abolir la taxe sur le capital, c'est ce qu'il vient de nous demander, sur les pétrolières, tout ça. Nous, on a dit aux manufacturières qui nous préoccupent: Si vous investissez, on va vous donner un crédit, puis on a porté le crédit à 10 %. Le moindre investissement que l'entreprise manufacturière fait maintenant, elle a un crédit d'impôt de 10 %, et ça, ça veut dire qu'elle ne paie pas, à toutes fins pratiques, de taxe sur le capital à partir de maintenant, M. le Président.

Et on demande aussi. Parce qu'on aimerait ça accélérer, puis on demande au fédéral de nous aider. Il nous a aidés d'ailleurs dans son dernier budget pour accélérer la taxe, l'élimination là. On aimerait ça aller plus vite. Là, on s'est dit: On va aider ceux qui investissent, puis ceux qui n'investissent pas puis qui ne créent pas de richesse, ils vont continuer à payer sur les prochains quatre ans. Nous, on est là pour créer de la richesse, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Alors, du côté ministériel, je cède maintenant la parole à M. le député de Mont-Royal.

M. Pierre Arcand

M. Arcand: Merci, M. le Président. Tout à l'heure, on regardait, on écoutait en fait le député de Rousseau parler évidemment d'un document de la Banque Nationale du Canada, je crois, qui s'inquiétait de la situation. Moi, ici j'ai un document de la Banque Royale et j'aimerais peut-être en faire part un peu. Et c'est un document du mois d'octobre 2007, alors ce n'est pas un document qui est très périmé et qui constatait quelques éléments qui m'apparaissent importants.

Premièrement, premier élément, c'est qu'on disait, entre autres, que la politique budgétaire canadienne est en bien meilleure position que celle du reste du monde grâce à en fait une balance, si on veut, au niveau du budget et des excédents en fait fédéraux, et les budgets provinciaux équilibrés enjolivent encore le tableau. Alors, c'est un peu ce qu'on disait dans un premier temps. Lorsqu'on parlait plus spécifiquement du Québec, à ce moment-là, on notait, pour ce qui est du Québec, que, premièrement, il y avait, au niveau du versement rétro-actif de 1,8 milliard, lorsqu'on l'a fait, au titre de l'équité salariale, aux employés du secteur public, ça avait procuré des augmentations de l'emploi, ça avait donné un excellent soutien à l'économie intérieure du Québec et un ballon d'oxygène non négligeable. La Banque Royale insiste en disant que «nous nous attendons à ce que la croissance pour 2007 soit autour de 2,1 %; en 2008, de 2,3 %; et, d'ici 2009, nous prévoyons une accélération plus significative de la croissance avec une augmentation des dépenses consacrées à des biens plus coûteux».

Alors ça, c'est pour la croissance économique du Québec. Pour le secteur manufacturier, évidemment on note les pertes d'emploi que le Québec a subies au niveau des efforts au niveau manufacturier, mais je répète encore une fois que l'on dit que nous prétendons depuis déjà un certain temps que la base manufacturière du Québec va résister mieux que celle de l'Ontario parce qu'évidemment la fabrication automobile est minime au Québec, alors qu'en revanche, au Québec, le créneau aérospatial est en pleine expansion et il représente un secteur particulièrement important. Les livraisons d'ailleurs dans ce secteur sont en hausse. Et le message que je voudrais livrer, aujourd'hui, à cette Assemblée, c'est que le secteur manufacturier du Québec bien sûr est préoccupant dans la mesure où on voit actuellement une hausse effrénée du dollar canadien, mais les plans d'action qui ont été faits sont quand même là.

On investit dans l'aéronautique de façon très claire. Il y a 40 000 employés dans ce secteur. La Politique du médicament avec le biopharmaceutique; les nouvelles technologies de l'information. Vous savez, moi, j'étais dans le domaine des communications. La compagnie TELUS a investi au Québec, de façon considérable, au cours des dernières années, pour justement avoir une part de marché. S'il n'y avait pas d'intérêt, si le Québec n'était pas intéressant, je ne suis pas sûr que TELUS aurait consacré des sommes d'argent aussi importantes à se dégager une image de marque au Québec, au cours des prochaines années.

Donc, on se démarque là-dedans, dans la conception de logiciels, dans la production multimédia. J'ai assisté, moi, au mois de mai, au Gala de la plasturgie. C'est un secteur en plein essor en raison du développement de nouveaux produits qui sont plus performants. C'est une industrie de près de 500 entreprises. Donc, il faut se positionner sur le nouvel échiquier mondial. Et, si on veut vraiment parler d'inquiétude, la réalité, c'est que tout le monde regarde la situation en se disant: Il y a une compétitivité accrue, il y a des nouveaux joueurs. Et, ces facteurs de réussite, bien on va les regarder dans un nouvel environnement, et il faut que les entreprises comprennent ce nouvel environnement.

Le député de Rousseau a aussi parlé dans son discours — je crois que c'était mercredi — que la stratégie,

les sommes d'argent importantes qu'on a mises au niveau de l'innovation, il a convenu avec nous que c'était, d'abord et avant tout, pour le secteur manufacturier. Donc, l'investissement considérable que le ministre du Développement économique a fait et la stratégie de développement et d'innovation et de créativité, eh bien, c'est, d'abord et avant tout, là aussi, pour le secteur manufacturier. Et les entreprises évidemment qui vont développer un plan d'affaires adapté à ces nouvelles réalités sont celles évidemment qui vont le mieux réussir. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Mont-Royal. Je cède maintenant la parole du côté du deuxième groupe d'opposition, le député de Rimouski.

M. Irvin Pelletier

M. Pelletier (Rimouski): Merci, M. le Président. Comme on l'a dit, une des taxes les plus pénalisantes pour les entreprises, c'est bien la taxe sur le capital.

En 2007, les entreprises québécoises vont verser 1,5 milliard au gouvernement du Québec, et toutes les entreprises sont sujettes à cette taxe, qu'elle soit à perte ou à profit. La preuve que cette taxe est perverse: le gouvernement libéral a promis de l'annuler d'ici 2010. Nous suggérons à M. le ministre de l'annuler beaucoup plus rapidement. Ce serait plus efficace pour l'économie québécoise d'annuler cette taxe de 1,5 milliard que de baisser les impôts des particuliers de 1 248 000 000 \$.

● (11 heures) ●

Comme on l'a dit, l'industrie manufacturière subit une inflation grandissante dans ses coûts de production, dû surtout à l'augmentation déraisonnable des prix du pétrole et aussi dû à l'augmentation des prix de l'électricité. Elle doit aussi faire face à la baisse du dollar américain, rendant l'exportation moins rentable, subissant des pertes de taux de change. Elle doit également composer avec l'augmentation des importations européennes, asiatiques et sud-américaines. Enfin, pour maintenir des produits de qualité, elle doit embaucher du personnel compétent et leur offrir des conditions de travail décentes et un programme de formation continue efficace. Elle doit également être à la fine pointe de l'innovation, ce qui nécessite des remplacements d'équipement et parfois assez fréquents et des frais de recherche.

Pour réaliser tout ceci, l'ensemble des entreprises n'auraient-elles pas besoin de conserver le 1,5 milliard qu'elle paie en taxe sur le capital absolument sans raison et de façon très injuste, très injuste? M. le Président, je vais vous donner un exemple. Supposons: une entreprise dans le secteur des services, qui a 1 million de capitalisation en actif et qui fait 500 000 \$ de profit net avant impôt, ne paiera aucune cenne de taxe sur le capital. Par contre, une entreprise dans le secteur manufacturier, qui doit investir en immobilisations pour 10 millions de dollars et qui fait aussi 500 000 \$ de profit net avant impôt, paiera 45 000 \$ de taxe sur le capital. Les 1,5 milliard réinvestis dans les entreprises manufacturières pourraient servir à la recherche, l'innovation, la formation, la croissance des marchés, etc., et toutes ces actions vont créer de la richesse, multipliant par cinq, par six et parfois par 10 l'investissement initial.

Enfin, ces investissements vont créer des nouveaux emplois et souvent des emplois mieux rémunérés. Ces investissements créeront également une meilleure utilisation de nos matières premières, toujours avec la préoccupation du développement durable. En continuant à taxer les entreprises manufacturières de cette façon, on est loin de l'esprit du Fonds de diversification qui avait été mis sur pied par le Parti québécois au tout début des années 2000. Ce programme de 145... à l'échelle du Québec et seulement au Bas-Saint-Laurent, dont la part fut de 6 millions, a créé 1 000 emplois et généré plus de 80 millions d'investissement. Et, depuis ce temps-là, le gouvernement du Québec a récupéré le 6 millions en taxes et en impôts de toutes sortes. Ce Fonds de diversification a été remplacé par les FIER. En soi, ce n'est pas du tout un mauvais programme, mais, M. le Président, s'il faut allumer trois chandelles pour mettre sur pied une nouvelle entreprise ou pour en expansionner une autre, le FIER allumera la deuxième et la troisième chandelle. Mais, s'il n'y a personne pour allumer la première chandelle, le projet ne naîtra tout simplement pas.

M. le Président, l'abolition immédiate de toute la taxe sur le capital est tout simplement une justice à rendre à nos entreprises québécoises, et je demande encore une fois à M. le ministre responsable du Développement économique: Et-ce qu'il reconnaît que la taxe sur le capital, qui représente 1,5 milliard en 2007 et qui est payée par les entreprises, nuit au développement économique du Québec? Merci.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rimouski. M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Je vais dans ce bloc-ci. On a parlé de l'ensemble de nos stratégies, on a parlé de l'effet sur l'emploi, on a parlé de l'investissement au Québec. Je veux revenir brièvement sur sa question, mais je voudrais aussi parler des stratégies de développement économique du gouvernement et de l'impact qu'elles ont sur notre économie, l'impact extraordinairement structurant qu'elles ont sur l'économie.

Mais vous me renversez encore parce que, premièrement, nous autres, ce qu'on a choisi, c'est d'aider les gagnants, d'aider ceux et celles qui investissent dans notre économie, M. le Président. Le milliard — je poserais deux questions au député de Rimouski par votre entremise, M. le Président, et au député de Rousseau — dans ses équilibres de ses budgets de l'an 1, le député de Rousseau, le milliard, là, il coupe dans quelles dépenses? Il veut enlever 1 milliard de revenus. Parfait. Je suppose qu'il va couper en éducation et en santé. Puis il va alléger le fardeau des grandes banques puis il veut alléger le fardeau des pétrolières. C'est ça qu'ils nous suggèrent aujourd'hui, le député de Rimouski et le député de Rousseau, M. le Président. Je ne suis pas sûr si c'est ça que les Québécois veulent. Cet argent-là, il sert, nous, dans nos stratégies de développement économique aussi.

Mais, sur le fond des choses, l'entreprise manufacturière qui veut investir, qui ajoute un investissement aujourd'hui, elle a un crédit d'impôt qui fait qu'elle ne paie plus de taxe sur le capital. Et je rappelle que des milliers d'entreprises... parce qu'on a monté le niveau

d'actif en bas duquel tu ne paies pas de taxe sur le capital, et ça, mes collègues des Finances les ont montés graduellement, au cours des dernières années. Et ils n'en paient plus. Mais je voudrais revenir sur pourquoi ça fonctionne au Québec et prendre la suite du député de Mont-Royal. Avec les stratégies sectorielles, parce qu'ultimement, oui, on a du macro puis après ça on a du sectoriel, il y en a, par exemple, dans l'énergie. C'est important dans l'énergie, c'est important dans les régions. Il y a 30 milliards de dollars que le gouvernement du Québec, avec Hydro-Québec, va investir au cours des 10 prochaines années. Mais ça, c'est des emplois, ça, c'est structurant à long terme, comme on disait.

Est-ce qu'on a peur de l'avenir? Non, on n'a pas peur de l'avenir parce qu'on le prépare, M. le Président, l'avenir. Et une des choses que les présidents d'entreprises et les dirigeants... Puis, quand je vais dans le monde, hein, en Angleterre, en Inde, en France, pour appuyer nos investisseurs et rencontrer les chefs d'entreprises mondiales, ils nous disent: Ce qui est important pour nous à long terme, c'est l'énergie: Est-ce qu'on va avoir l'énergie en quantité et en qualité? Bien, nous, au Québec, notre premier ministre, hein, notre premier ministre a décidé, oui, que c'était fondamental, et ça, c'était fondamental. Mais, en termes de jobs, là, Eastmain-1-A—Rupert, 5 milliards, un des plus grands chantiers de notre histoire. On en parle moins que dans le temps de la Baie-James, on a l'air moins excité. C'est 33 000 personnes-années qui vont travailler là-dedans. Ça, ça veut dire que, si ça durait un an, il y aurait 33 000 personnes qui seraient employées par ça. C'est majeur.

Dans nos stratégies manufacturières, l'aéronautique, parce qu'il faut parler de nos secteurs gagnants, nos secteurs exportateurs, hein, l'aéronautique; depuis qu'on a fait notre stratégie et au cours des deux dernières années, on a 2 milliards d'investissement annoncés dans le secteur aéronautique, M. le Président. Et il y a des exemples fantastiques. Il y a des exemples, bien sûr. Tantôt, je parlais de Bell Helicopter, mais il y a Héroux aussi qui a annoncé, il y a CAE qui a fait un projet de 600 millions. C'est le leader mondial, CAE — on parle d'aider nos leaders — leader mondial, 70 % et 80 % du marché des simulateurs, à Saint-Laurent, des milliers de personnes, travailleurs, ingénieurs, informaticiens, des gens qu'on classerait dans... des chercheurs, ils travaillent avec nos universités, ils sont des leaders mondiaux. Puis j'étais très heureux d'ailleurs qu'ils m'accompagnent en Inde. Ça a permis d'ouvrir une porte qu'ils souhaitaient ouvrir depuis 10 ans et qui leur donne, aujourd'hui, des nouveaux contrats. Dans nos 240 entreprises, l'aéronautique, ça fonctionne, M. le Président.

Mais il y a aussi le secteur du pharmaceutique, le secteur du pharmaceutique. Non seulement on a fait l'innovation, mais on a fait une politique du médicament. La première fois dans le monde. C'est ce que les présidents de pharmaceutiques que je rencontre à Davos, que je rencontre à Bruxelles me disent, qu'il y a une juridiction qui dit: Voici, nous, il n'y a pas juste le médicament; ça, c'est important, mais la partie développement économique et dans le pharmaceutique, grand succès, M. le Président, au niveau d'investissements. Dans cette année, plus de 500 millions de dollars d'investissement, hein, puis il y en a des petits, mais il n'y a pas de petits investissements: AstraZeneca,

Schering-Plough, Sandoz, GSK à Québec, Charles River encore récemment, à Sherbrooke, un investissement substantiel. Ça, M. le Président, c'est parce qu'on est là, qu'on les soutient et qu'il y a l'ensemble de nos politiques.

Puis il y a un troisième secteur dont j'aimerais vous parler parce que ça aussi, c'est un secteur manufacturier important, c'est la mode et le vêtement. On reviendra, et peut-être que ma collègue, la députée de Laporte reviendra la prochaine fois là-dessus. Merci.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Alors, du côté ministériel, je reconnais maintenant Mme la députée de Laporte.

Mme Nicole Ménard

Mme Ménard: Merci, M. le Président. Alors, merci, M. le ministre. Justement, je voulais parler de ce dossier et démontrer encore une fois que notre gouvernement fait en sorte que les entreprises du secteur du vêtement et de la mode s'inscrivent dans ce nouveau contexte mondial.

Le ministère du Développement économique, M. le Président, est encore à pied d'oeuvre, de concert avec l'industrie, vient d'élaborer une nouvelle stratégie, la Stratégie québécoise de la mode et du vêtement, une stratégie, M. le Président, articulée autour de cinq axes d'intervention. Très conscient de l'importance économique du secteur et soucieux de lui donner l'impulsion nécessaire, le gouvernement du Québec appuie sa stratégie sur l'évolution de l'industrie québécoise vers les marchés de performance et d'image. La stratégie vise à améliorer le positionnement des entreprises et la notoriété des produits québécois sur le marché international et sur les marchés québécois et canadien.

Les cinq axes dont je vous parlais, M. le Président, sont les suivants. Alors, d'abord, favoriser l'adaptation des modèles d'affaires porteurs. Il est important d'assurer la rentabilité et la compétitivité de l'industrie québécoise et de lui permettre de développer de nouveaux avantages concurrentiels. Les entreprises qui adopteront des modèles ou des stratégies d'affaires mieux adaptés à la compétition seront appuyées.

● (11 h 10) ●

Le deuxième axe: supporter la précommercialisation, la commercialisation et les exportations. La stratégie prévoit d'offrir un soutien aux entreprises qui souhaitent conquérir des marchés à fort potentiel, notamment les niches et les créneaux, de même que les marchés géographiques les plus prometteurs. La présente stratégie prévoit de plus une injection de 2 millions de dollars par année pour la promotion au Québec et à l'étranger, principalement aux États-Unis, des produits de marque québécoise.

Le troisième axe, M. le Président, est d'appuyer le recours au design et les technologies avancées. Il faut stimuler davantage le transfert technologique et l'utilisation des matériaux techniques et innovants. Les technologies de pointe doivent être mieux exploitées par les entreprises. Le gouvernement soutiendra les entreprises du secteur en appuyant les projets de nature technologique et en facilitant l'accès aux moyens prévus dans la Stratégie québécoise de la recherche et de

l'innovation. Le quatrième axe: faire la promotion de Montréal comme ville mode. Le gouvernement reconnaît le rôle clé de Montréal et ses créateurs et, en vue d'améliorer sa notoriété comme ville de mode au plan international, en complémentarité avec les instances montréalaises, il appuiera les grands événements de mode de Montréal. M. le Président, le cinquième axe consiste à rendre l'environnement d'affaires plus favorable et favoriser le développement d'une main-d'oeuvre spécialisée et efficace. Mentionnons à nouveau que Montréal est une des trois villes nord-américaines où se fabriquent les vêtements, avec Los Angeles et New York. Cet outil dont s'est doté le gouvernement a pour nom Pro Mode.

Le financement que le gouvernement du Québec consacrera à l'industrie pour mettre en oeuvre la stratégie sur une période de trois ans est de 82 millions de dollars.

M. le Président, je suis fier de ce programme et de ces services qui sont mis à la disposition de l'industrie du vêtement et de la mode par mon gouvernement et qui furent si bien reçus tant par l'industrie, la presse et le grand public lors de son annonce il y a quelques semaines à peine. Alors, voilà un autre bel exemple de ce que fait le gouvernement pour l'économie du Québec. Merci, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, Mme la députée de Laporte. Du côté du deuxième groupe d'opposition, je reconnais M. le député de Rousseau.

M. François Legault

M. Legault: Oui. M. le Président, d'abord je voudrais faire un commentaire sur ce qu'a dit le ministre du Développement économique tantôt à propos des immigrants parce que je trouve qu'il joue beaucoup avec le feu puis c'est irresponsable, ce qu'il a dit tantôt. De dire qu'on a peur des immigrants, là, c'est vraiment, là, irresponsable de dire ça, de la part du ministre. Je ne peux pas qualifier ce que le ministre a dit parce que je ne serais pas parlementaire. M. le Président, la position au Parti québécois, c'est qu'on souhaite qu'il y ait plus d'immigration au Québec, mais on souhaite que les immigrants s'intègrent, apprennent le français. Si le ministre n'est pas d'accord avec ça, qu'il le dise, là, mais qu'il arrête de porter de fausses accusations puis de mettre de l'huile sur le feu.

M. le Président, je veux revenir à notre débat sur la taxe sur le capital. Le gouvernement libéral dit que le chef de l'ADQ change souvent d'idée. Bien, lui aussi vient de changer d'idée, parce qu'il doit se rappeler que, lors de la dernière campagne électorale, le Parti québécois proposait d'abolir la taxe sur le capital, sauf pour les banques et les pétrolières, alors que son parti proposait d'abolir toute la taxe sur le capital de toutes les entreprises. Venons, là, à son nouveau point de vue. Sur le 1,5 milliard, cette année, qui est payé de taxe sur le capital par les entreprises, il y en a à peu près 1 milliard qui est payé par les entreprises, excluant les banques et les pétrolières, 1 milliard. Et, M. le Président, je pense que tantôt, là, j'ai eu la première remarque lucide du ministre du Développement économique. Il nous a dit: 1 milliard pour abolir la taxe sur le capital. Je veux bien.

Mais où on coupe? Dans quelles dépenses? C'est ça qu'il nous a dit tantôt et c'est ça, la vraie question, M. le Président. Il faut donner de l'oxygène aux entreprises maintenant parce qu'avec un dollar à 1,07 \$ puis avec une croissance économique en bas de 2 % c'est maintenant qu'il faut agir. La question, c'est: Où on le prend, le milliard, pour couper la taxe sur le capital?

Et, M. le Président, l'erreur du gouvernement libéral, bien elle s'est produite lors du dernier budget. Ce gouvernement-là, après être allé chercher 1 milliard pour un règlement partiel du déséquilibre fiscal, a perdu toute crédibilité dans ses négociations avec le gouvernement fédéral en mettant tout le milliard dans les baisses d'impôt aux individus, des beaux cadeaux électoraux, M. le Président, mais une décision tout à fait irresponsable, M. le Président. Et, M. le Président, le problème que j'ai, là, c'est que ce gouvernement-là continue à pelleter par en avant depuis le budget. Le premier ministre a annoncé qu'il va mettre 30 milliards dans les infrastructures. Où va-t-il prendre l'argent pour payer les intérêts sur ces nouveaux investissements? Le premier ministre a annoncé une entente avec les médecins spécialistes. On est d'accord avec ça. Où va-t-il prendre les milliards, qu'il promet, d'augmentations de salaire aux médecins?

M. le Président, on a actuellement des enjeux incroyables. On a un coup de barre à donner pour relancer notre économie. Actuellement — le ministre parle de vent; actuellement — c'est le calme avant la tempête, M. le Président. Il faut absolument donner un coup de barre pour aider nos entreprises à passer au travers parce que ce sont les emplois des citoyens du Québec qui en dépendent. Et le ministre jovialiste, le ministre qui se comporte comme une mascotte, M. le Président, depuis qu'il est ministre, il doit enfin se réveiller. Il doit enfin se réveiller et dire qu'on a besoin d'une stratégie non seulement...

Le Président (M. Sklavounos): M. le député de Rousseau...

M. Legault: ...pour le secteur manufacturier...

Le Président (M. Sklavounos): ...je vais juste vous inviter à la prudence lorsque vous qualifiez le ministre, s'il vous plaît.

M. Legault: Oui. On a besoin, M. le Président, d'une stratégie non seulement pour le secteur manufacturier, mais pour relancer l'ensemble des industries de notre économie, et pour ça, là, ça ne prendra pas une stratégie comme la stratégie du manger mou. Ça, ce n'est pas moi qui le dis, c'est Alain Dubuc. 28 cibles, pas une cenne. Ça va prendre une stratégie avec de l'argent, puis de l'ordre de grandeur, là, bien c'est autour de 1 milliard, pas quelques dizaines ou quelques centaines de millions.

Nos entreprises ont besoin d'aide, nos travailleurs ont besoin d'aide. Il est temps que le ministre cesse de se comporter comme une mascotte, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): M. le député de Rousseau, je viens de vous inviter d'éviter ce type de terme pour qualifier le ministre, s'il vous plaît.

M. Legault: ...vous auriez dû intervenir quand les propos à propos des immigrants ont été dits par le ministre aussi. Je pense que ça marche des deux côtés de la Chambre.

Le Président (M. Sklavounos): Il s'agit d'une interprétation à ma compréhension de votre position, tandis que ce que vous dites est clairement...

M. Legault: Oui, mais revoyez votre interprétation.

Le Président (M. Sklavounos): ...une qualification. Je vais vous inviter à être prudent, M. le député de Rousseau. M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Je vois la marque de respect que le député a pour les parlementaires, mais je suis habitué, malheureusement. Il y en a 124 avec qui ça va bien puis il y en a un, depuis un an et demi, c'est toujours la même chose, M. le Président.

Moi, je veux vous parler des gestes qu'on pose avec de l'argent parce que, derrière chacune des stratégies qu'on a déposées — innovation, pharmaceutique, aéronautique, vêtements — oui, il y a du cash, il y a du vrai cash, etc. Mais je ne peux pas passer sous silence — parce que c'est son habitude: il commence avec une déclaration enflammée puis après ça il change de sujet... bien il y a deux affaires, M. le Président. Sur les impôts, nous, on pense que les Québécois devraient avoir plus d'argent dans leurs poches. Nous, on baisse les impôts des Québécois puis, nous, contrairement au Parti québécois, on réussit, depuis quatre ans, à baisser les impôts des Québécois puis à investir dans l'économie. Nous, on réussit à baisser les impôts des Québécois, puis à investir dans la santé, puis à investir dans l'éducation. Eux, pendant leur mandat, ils étaient tellement incapables d'équilibrer le budget qu'ils ont sabré dans l'éducation, ils ont sabré dans la santé, et les problèmes qu'on a en santé, ça date encore de leur époque, M. le Président.

Alors, pour des leçons de gestion d'économie, pour des leçons... Quand on a une économie turbulente, parce que, oui, il y a des tempêtes dans le monde, mais, comme capitaine du navire, je trouve l'équipe de Jean Charest puis l'équipe du premier ministre, et de la ministre des Finances, et du gouvernement actuel pas mal plus solide dans les résultats que leur équipe.

Deuxièmement, il a commencé sur l'immigration, M. le Président, en disant que je jouais avec le feu dans mes propos, M. le Président. Et il le confirme en parlant en arrière, comme ça, là, hein, le bonhomme Sept-Heures qui fait toujours peur à tout, toujours les choses les plus noires. Bien, M. le Président, ceux qui jouent avec le feu, là, c'est les incendiaires du Parti québécois, M. le Président.

● (11 h 20) ●

Ceux qui jouent avec le feu, c'est ceux qui mettent sur la table des politiques qui vont créer deux citoyens au Québec, deux classes de citoyens, c'est ceux qui parlent du «nous» et du «eux». Et donc le «eux», c'est qui? C'est ceux qui, alors qu'au niveau économique,

hein... ils ne se rendent pas compte qu'il y a un coût économique à l'intolérance. Parce qu'on a besoin de personnes qui viennent travailler. À Rivière-du-Loup, M. le Président, à Rivière-du-Loup, entreprise exceptionnelle, Premier Tech, hein, qui a annoncé encore 80 millions d'investissement au cours des deux dernières années, qui a près de 1 000 employés, il y a près de 80 postes vacants. À Rivière-du-Loup, Premier Tech donne 1 000 \$ de boni à ses employés s'ils sont capables de leur trouver quelqu'un dans le monde, mais ce n'est certainement pas avec des propos comme ceux de l'ADQ, mais surtout ceux du Parti québécois depuis quelques semaines. Parce que le message qui se passe dans le monde entier, M. le Président, c'est quoi, le message qui se passe dans le monde entier? Le message qui se passe dans le monde entier, c'est: On n'est pas sûr si vous êtes bienvenus au Québec. Et, au-delà de toutes les choses: Oui, oui, vous êtes bienvenus, mais c'est le vrai message subliminal qu'il faut voir. Puis le message subliminal: bien, si vous êtes la grand-mère qui vient rejoindre votre famille ici, au Québec, là, puis vous avez 65 ans, bien vous êtes mieux d'apprendre le français parce que, même si vous êtes une citoyenne canadienne, après trois ans, si vous ne l'avez pas appris, si vous parlez tagalog parce que vous êtes Philippine, puis l'anglais, c'est votre deuxième langue, bien, si vous ne parlez pas français, vous n'êtes plus la même citoyenne que les autres.

Les incendiaires, ceux qui dirigent le Québec, M. le Président, c'est les gens d'en face, c'est les gens du Parti québécois. Ça m'arrive rarement de m'enflammer comme ça, mais il y a des limites quand on touche au fond de ce qu'est le Québec, et de ce qu'est le Québec, qui est une société ouverte et tolérante, et alors qu'hier, dans cette Chambre, on rendait hommage au premier ministre René Lévesque, qui a si bien développé et si bien servi le Québec, hein, et sous lequel, moi, à un autre titre, aussi j'ai servi en travaillant à temps plein, oui, aussi pour le premier référendum du Québec après avoir servi comme chef de cabinet de Pierre Marc Johnson. Bien, s'il y a une caractéristique qui fait que, moi, dans les années soixante, comme des milliers d'autres jeunes, on a suivi René Lévesque à la fois dans la nationalisation de l'électricité mais dans le développement du Québec, c'est parce que c'était un homme ouvert, c'était un homme ouvert aux autres, c'était un homme tolérant, c'était un homme qui accueillait, c'était un homme non dogmatique qui devenait impatient devant les personnes qui étaient dogmatiques. Oui, c'était un grand Québécois, M. le Président.

Et, aujourd'hui, malheureusement, c'est l'aile radicale, l'aile riniste du Parti québécois qu'on entend et qui revient. Et ça, au niveau économique, M. le Président, moi, je suis avec nos grands chefs d'entreprise, je suis avec les gens de la Chambre de commerce, Mme Bertrand, qu'il aime citer, je suis avec la Chambre de commerce de Québec. Il y a 4 000 postes vacants à Québec, aujourd'hui. Mais ce n'est pas avec des propos incendiaires puis le vinaigre qu'on va attirer, c'est avec des propos d'ouverture, c'est avec des propos d'accueil, c'est avec des propos: Vous êtes bienvenus chez nous, et puis, oui, on va vous intégrer. Oui, c'est vrai qu'il faut intégrer les immigrants, bien sûr. Mais, en région du Québec, s'il y a une place où je ne suis pas inquiet quant à... Dans la

compagnie Crocs, à Québec, il y a 800 personnes, là, qui travaillent là. Bien, les Colombiens qui sont là, après trois mois, ils parlent français. Je n'ai aucune inquiétude. Ils sont bienvenus.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Je voulais juste vous faire une mise en garde également concernant certains propos. Vous avez mentionné vous-même que vous n'avez pas tendance à vous enflammer. J'aimerais juste que le débat demeure serein des deux côtés. Merci de votre collaboration.

Alors, du côté ministériel, je reconnais le député de Mont-Royal.

M. Pierre Arcand

M. Arcand: Merci beaucoup, M. le Président. Encore une fois, le discours que l'on entend de la part du Parti québécois, on ne comprend pas. C'est comme si les baisses d'impôt, ça ne servait à rien, que ce n'était pas bon, que ça n'aidait pas l'économie du Québec, que c'était une dépense inutile, une absence de revenus sans aucun bénéfice économique.

Et, encore une fois aujourd'hui, je reviens toujours sur mon document de la Banque Royale qui mentionnait, entre autres, qu'un des problèmes en Ontario, c'est que la politique budgétaire, selon eux, exacerbe leur problème de compétitivité en transférant la croissance future ou présente par une augmentation trop rapide des dépenses de programmes à tous vents. Et ça, je pense que c'est un des éléments importants. Oui, il en faut, des programmes. Oui, on en a. Mais encore une fois le député de Rousseau nous cite l'avantage québécois en disant qu'il n'y a pas d'argent. Je le ramènerais peut-être aux récents programmes de stratégie de l'innovation. Il l'a dit lui-même, c'est pour la base manufacturière d'abord et avant tout. Et là on parle de centaines de millions de dollars dans cette stratégie-là.

J'aimerais également revenir sur la question des régions. On fait beaucoup, beaucoup de démagogie par rapport aux régions. Et nous ne nions pas que les régions représentent un défi important, mais je voudrais quand même ramener les gens à la réalité.

Premièrement, en 2006, la majorité des régions ont enregistré un bilan positif, et les signaux que nous avons reçus en 2007 augurent bien, en dépit de certaines difficultés dans le secteur manufacturier et dans le secteur forestier. Le revenu personnel par habitant est en hausse dans toutes les régions du Québec, depuis 2002. Le marché du travail est florissant dans la majorité des régions. Et donc ce bilan s'annonce prometteur. Et j'ai ici des chiffres sur les régions du Québec et l'évolution positive du taux d'emploi à Laval, qui est évidemment dominant au Québec, dans les Laurentides. J'étais, il y a quelques semaines, au mont Tremblant, où on veut que les Laurentides deviennent, à toutes fins pratiques, le lieu le plus important pour le transport avancé au Québec. Et donc il y a une stratégie qui est là, qui est éminemment importante. Et la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine voient un taux de croissance pour les trois premiers trimestres de 2007, là. Je ne parle pas des choses du passé. Le député de Rousseau sera heureux aussi d'apprendre qu'il y a une augmentation également dans la région de Lanaudière. Les secteurs où il y a des problèmes:

évidemment, le Bas-Saint-Laurent, l'Outaouais, principalement à cause de la situation de l'industrie forestière, et évidemment la Côte-Nord et le Nord-du-Québec. Mais on sait que, dans cette région-là, on va avoir bientôt la pleine mesure des efforts considérables qui sont faits au niveau, entre autres, là, des nouveaux projets hydro-électriques, au Québec, qui vont se faire.

Donc, je pense qu'on ne nie pas qu'il y a des difficultés en région, on ne nie pas qu'il y a eu puis qu'il y a toujours un travail à faire et qu'il y a des secteurs actuellement d'activité qui ont besoin d'être améliorés. Cependant, je dois vous dire qu'entre la catastrophe qui est prônée ici et la réalité il y a quand même une différence. Je pense que les stratégies que nous avons mises de l'avant sont des stratégies qui sont évidemment extrêmement valables et vont nous permettre, au cours des prochains mois et des prochaines années, de regarder la situation en face. Évidemment, la préoccupation première que nous avons, c'est la situation du dollar, et je pense que la stratégie manufacturière que nous aurons au cours des prochaines semaines va certainement adresser ce problème qui évidemment nous apparaît important parce que c'est une situation qui évolue sans arrêt et qui, je pense, fait partie de la problématique.

Et le ministre, ce matin, a parlé, au cours de sa conférence de presse, sur l'importance évidemment de réduire possiblement, éventuellement, les taux d'intérêt pour permettre justement au dollar de revenir à un niveau beaucoup plus raisonnable. Mais globalement je pense que, dans les régions, la situation n'est pas aussi catastrophique qu'on essaie de le démontrer. C'est une situation que nous regardons à tous les jours, s'il y a certaines régions, certains secteurs qui sont problématiques, mais encore une fois la grande majorité des régions du Québec sont positives.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Mont-Royal. Alors, du côté du deuxième groupe d'opposition, je cède la parole à M. le député de Rimouski.

M. Irvin Pelletier

M. Pelletier (Rimouski): Merci, M. le Président. Stimuler l'économie au Québec, ça peut se faire par des injections de fonds directes dans les entreprises du Québec, par exemple, par des allègements fiscaux, des congés fiscaux ou encore par des subventions attachées à des actions innovatrices, mais il faut faire tout cela en n'augmentant pas l'impôt des particuliers, en n'augmentant pas la dette du Québec, en ne coupant pas dans les autres programmes et en n'augmentant pas le prix des services publics.

Il reste bien sûr le règlement du déséquilibre fiscal qui à l'origine était de 3,9 milliards pour le Québec, montant reconnu par l'ensemble de l'Assemblée nationale. Selon les données du gouvernement, 2,1 milliards ont déjà été reçus. Donc, il manque toujours 1,8 milliard qui viendrait remplacer le 1,5 milliard de taxe sur le capital qui serait abolie. Mais voilà qu'au printemps dernier, M. le Président, le Québec s'est mis dans une situation de faiblesse par rapport au gouvernement fédéral.

● (11 h 30) ●

Au printemps dernier, le fédéral a transféré 700 millions de dollars au gouvernement du Québec, réduisant d'autant le déséquilibre fiscal. Cet argent tant demandé devait servir à financer l'éducation, la santé, stimuler l'économie du Québec. Or, le gouvernement du Québec a décidé, dans sa grande sagesse, de diminuer les impôts des particuliers du même montant pour soulager, disait-il, la classe moyenne. Nous ne sommes pas en désaccord avec le fait de baisse des impôts. Personne ne l'est, d'ailleurs. Nous ne sommes pas non plus en désaccord avec le fait de soulager la classe moyenne, mais il faudrait définir la classe moyenne. Pour nous, la classe moyenne au Québec, en termes de revenus, ce sont celles et ceux qui ont un revenu à l'intérieur d'une braquette s'étendant d'en bas et d'en haut du salaire moyen au Québec. Nous pouvons approximativement et généreusement situer cet espace entre 35 000 \$ et 75 000 \$, soit les niveaux où changent les taux d'impôt. Pour le Parti libéral, les gens qui gagnent plus de 75 000 \$, c'est ça, la classe moyenne. Ça doit être la classe moyenne des électeurs du Parti libéral.

Nous sommes en accord avec des baisses d'impôt mais en désaccord avec les baisses d'impôt aux plus riches, qui disposent de plus de marge de manoeuvre, de revenus libres pour fins personnelles. Sur les baisses d'impôt de 1 248 000 000 \$ en 2007-2008, pas moins de 490 millions iront à ces gens-là. Mme la ministre des Finances nous dit, et elle a raison, que 1 000 \$ laissés dans les poches d'une citoyenne ou d'un citoyen au Québec, c'est 1 000 \$ d'investis dans le développement et dans l'économie du Québec. Avec l'effet multiplicateur, ça augmente la richesse du Québec, mais la personne qui gagne 100 000 \$ et qui reçoit 1 000 \$ de baisses d'impôt, que fera-t-il avec? Le dépenser au Québec? Peut-être, et ça crée de la richesse. Réparer les fenêtres de son condo en Floride? Ça, ça ne donne rien, aucune richesse au Québec. Par contre, donner 1 000 \$ à une personne, au Québec, qui vit de l'aide sociale, c'est certain à 100 % que cet argent sera dépensé au Québec. De plus, l'augmentation de l'aide sociale aurait pour effet une pression à la hausse du taux du salaire minimum et par conséquent sur les bas salaires. Peut-être qu'au Québec plus de gens paieraient d'impôt, augmentant ainsi la marge de manoeuvre du gouvernement. L'autre... serait de faire un Québec plus solidaire où l'écart entre les pauvres et les riches serait diminué.

Comment peut-on donner 490 millions de baisses d'impôt aux gens qui gagnent 75 000 \$ et plus et se pincer le nez pour indexer l'aide sociale? Après avoir reçu 700 millions du gouvernement fédéral, de la main droite, et l'avoir remis de la main gauche en baisses d'impôt, quels seront les arguments massue du gouvernement du Québec pour aller chercher le 1,8 milliard qui manque? Ça va être difficile. Les deux indices nous le font croire.

Premièrement, certains ministres fédéraux commencent à dire que le déséquilibre fiscal, bien c'est réglé. Deuxième indice: la récente baisse de 1 % de la TPS ira dans les poches des citoyens et citoyennes, et il le restera tout simplement parce que le Québec ne peut décentement se l'approprier. On vient de rater une belle occasion de réduire le déséquilibre fiscal de 1,2 milliard

et de se créer une marge de manoeuvre pour investir dans l'économie québécoise.

M. le Président, je coupe un peu pour demander: Est-ce que le ministre responsable du développement économique dispose de la marge de manoeuvre nécessaire pour financer un plan de relance de l'économie du Québec et notamment le secteur manufacturier, qui comporte des moyens substantiels?

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rimouski. Alors, je cède maintenant la parole à M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Tout à l'heure, évidemment on voulait expliquer aux Québécois notre plan de match, et j'ai dévié. Alors, je vais essayer de mettre dans deux blocs ce que je voulais dire en un bloc sur comment on soutient notre entreprise, mais malheureusement je vais devoir dévier quelques secondes.

Si on a à se pincer le nez, M. le Président, pour prendre les propos du député de Rimouski, c'est devant le gouvernement du Parti québécois qui, lui, a gelé l'aide sociale pendant les dernières années de son mandat, alors que, nous, on a commencé à l'indexer, ce qui n'était pas leur cas. Et puis il faudrait corriger aussi les propos erronés qui ont été dits. Les transferts fédéraux au Québec augmentent de 2,1 milliards cette année. 2 \$ sur 3 \$ servent à l'éducation et à la santé, puis, oui, 1 \$ sur 3 \$ est remis aux Québécois pour réduire leurs impôts, à ceux qui travaillent à la sueur de leur front pour créer la richesse au Québec pour leurs familles. Oui, eux autres aussi, ils ont besoin d'un break. Et puis on est très fiers de ça, M. le Président.

Puis, de la même façon qu'on fait ça, M. le Président, on essaie d'encourager l'investissement des entreprises. Et je veux revenir ici sur à la fois notre stratégie d'innovation, qui est la plus coûteuse au Canada — on est les meilleurs puis on a l'intention de rester les meilleurs — mais aussi à partir de l'ensemble des gestes d'investissement. Et je suis sûr que le député de Lévis qui est ici — on parle d'investissement — va sûrement saluer deux gestes concrets qu'on a posés dans la dernière année. Parce que parfois les gens de la deuxième opposition, du Parti québécois, nous disent: Ah, ils sont inactifs. Dans la Davie Shipbuilding, à Lauzon, alors qu'évidemment, sous le temps du Parti québécois, on flambait l'argent, y compris 750 millions de déficit à la Société générale de financement, mais, dans la Davie — c'est compliqué, des relances d'entreprise — qu'est-ce qu'on a fait? On a travaillé avec acharnement, comme on le fait dans les autres dossiers. Et là il y a eu ce groupe international qui est venu. Ils voulaient qu'on leur prête, qu'on couvre 100 % comme d'autres... mais on est intervenus à Investissement Québec. Ils avaient besoin d'un montage d'à peu près 18, 20 millions. Moi, je leur ai dit: Mettez votre argent en premier, puis, oui, je vais garantir l'emprunt bancaire pour que le risque des Québécois, si on perdait le risque — il y a toujours un risque dans un investissement... mais que l'investisseur, il perd son argent en premier, puis après ça, oui, si tu as perdu ton argent

puis le risque est plus grand, parfait, c'est un beau risque.

Aujourd'hui, bien sûr, à Lévis, 350 personnes travaillent, et ça va monter. On est très fiers de cette intervention-là comme on est très fiers de notre décision sur Rabaska, hein, alors que les frileux, sans arrêt ils parlent d'immobilisme puis au fond ils veulent mettre des freins. Il y a eu des audiences environnementales. On a respecté ce processus-là à la lettre. Ça a pris du temps parce que c'était et fédéral et provincial. Puis, une fois qu'on a le rapport du BAPE, on l'a examiné, puis, oui, Rabaska, on l'a autorisé. Encore une fois, c'est dans le comté de Lévis. On en est très heureux parce que ça aussi, c'est structurant, c'est l'énergie du Québec.

Je termine sur l'innovation, M. le Président. Cette stratégie de 1 milliard, elle est tournée pour amener l'innovation dans l'entreprise, pour aider nos entreprises à être plus modernes, et ça, ça crée des emplois. On va les aider à travailler avec nos centres collégiaux de transfert de technologie. Ça, c'est dans toutes les régions du Québec. On les aide à embaucher un premier diplômé scientifique. On les aide à prendre quelqu'un qui fait son stage de doctorat finalement, mais de le faire en entreprise plutôt qu'à l'université. On les aide dans la vitrine technologique. Quand ils ont une invention — on sait qu'on est des créateurs au Québec, on est des créateurs exceptionnels — ils viennent d'améliorer un procédé, ils veulent le vendre mondialement — c'est tough, la première vente; il faut convaincre son premier client de dire: Oui, c'est bon — ça, on les aide sur ça. On va vous aider à mettre en marché. J'ai des dizaines d'exemples de PME qui sont ça.

Donc, nous, on est là pour aider la PME, mais on est aussi là pour aider certaines grandes entreprises.

Et je voudrais revenir sur l'Alcan. On parle d'investissement, on parle de 2,1 milliards d'investissement. On parle de l'énergie des Québécois, hein, nos ressources naturelles, bien sûr la qualité de nos ressources humaines. Et, en attachant cette transaction à Alcan, on a fait ce que personne d'autre a fait dans le monde, M. le Président. La convention de continuité qu'on a imaginée fait que, même s'il y a des changements dans la propriété du capital-actions, on a protégé Alcan avec un siège social de la division du groupe aluminium au Québec et on a protégé le 2 milliards d'investissement au Saguenay—Lac-Saint-Jean. Plus cette convention-là est examinée non seulement à Toronto, mais à New York, à Londres, à Paris, dans tous les milieux financiers, plus ils disent: Voilà ce qui était innovant, voilà comment on bâtit une économie avec nos PME, avec nos régions, avec nos créateurs, mais aussi s'assurer que, dans les grands mouvements internationaux, on protège les intérêts des Québécois.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Alors, je cède la parole au député de Mont-Royal. M. le député de Mont-Royal, vous allez disposer de trois minutes dans cette séquence.

M. Pierre Arcand

M. Arcand: Merci, M. le Président. Alors, écoutez, je voulais simplement revenir sur ce que le député de Rimouski a dit encore une fois, évidemment,

en disant que les baisses d'impôt, c'était pour les riches, et puis c'était même, semble-t-il, pour réparer des condos en Floride, et que ça ne servirait pas aux Québécois. Je trouve évidemment que c'est de la démagogie un peu facile. Je tiens juste à rappeler, et ça, la ministre des Finances l'a dit à plusieurs reprises, que, la différence au niveau des économies d'impôt entre quelqu'un qui gagne 75 000 \$ et quelqu'un qui gagne 175 000 \$, il y avait une différence très minime, là, de quelques dizaines de dollars. Donc, nous avons bien pris soin de favoriser la classe moyenne parce que c'était ça qui était important.

Je voulais simplement dire, aujourd'hui, évidemment que nous sommes en présence de facteurs majeurs et hors de notre contrôle qui affectent évidemment les exportations du Canada, évidemment du Québec, vers notre principal marché international qui est celui des États-Unis. Personne donc ne prévoyait qu'il y aurait de telles remontées d'appréciation du dollar — 65,3 %, et, avec les chiffres d'aujourd'hui, c'est encore davantage sur cinq ans — le prix du pétrole qui augmente de 245 %, mais je tiens à rappeler qu'il faut améliorer nos exportations, et notre gouvernement, au-delà des mesures fiscales, au-delà de l'aide qui a été apportée, a travaillé sans relâche.

● (11 h 40) ●

De plus, il a renforcé les fonctions et les missions économiques dans les pays à forte croissance comme la Chine et l'Inde. Je suis allé moi-même au Mexique, il y a quelques semaines, pour essayer de renforcer justement l'exportation du Québec vers le Mexique. Nous avons soutenu les entreprises pour consolider leur présence sur les marchés internationaux, et nous avons donné un appui soutenu aux secteurs, et nous allons faire plus, au cours des prochaines semaines, avec notre politique manufacturière.

Je tiens à rappeler également que le gouvernement continue l'accélération du développement de la production hydroélectrique, qui devrait contribuer et renverser la situation, et nous avons mandaté Hydro-Québec afin de mettre le plus grand nombre possible, je dis bien, de projets hydroélectriques tels que le projet Eastmain-Rupert dont on a parlé. Je pense que le premier ministre du Québec, au cours des dernières semaines, s'est fait le champion de projets visant aussi à favoriser la mise en place d'accords de commerce élargi non seulement avec la Communauté européenne, mais aussi avec l'Ontario.

C'est donc dire, M. le Président, que nous sommes actifs, que nos entreprises sont actives, que le gouvernement va continuer son programme avec des résultats qui, j'en suis convaincu, seront positifs pour le Québec. Merci.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Mont-Royal. Je vais céder la parole maintenant au représentant de l'opposition officielle. Je cède la parole à M. le député de Lévis.

M. Christian Lévesque

M. Lévesque: Merci beaucoup. Je vais prendre le temps de saluer M. le ministre et ses collaborateurs, collaboratrices, les collègues députés du deuxième groupe d'opposition. Bonjour.

Alors, c'est un plaisir de prendre part à cette interpellation au sujet de l'état de l'économie, d'autant plus que les derniers chiffres sur l'emploi de Statistique Canada sont sortis ce matin, et on parle que le taux de chômage a baissé à 5,8 % au Canada, un record inégalé en 33 ans, mais il est resté à 6,9 % au Québec. 63 000 nouveaux emplois au Canada, dont 32 000 en Ontario, qui est également une province fortement manufacturière, mais, alors qu'il y a 10 500 chômeurs en moins au Canada, il y a 4 700 chômeurs en plus au Québec, de septembre à octobre seulement. C'est un bien triste constat pour commencer la journée, M. le Président.

C'est un peu étrange de voir, ce matin, le Parti québécois interpellé le ministre du Développement économique pour parler de l'état de l'économie du Québec. On sait que l'économie n'a pas été la force traditionnelle des péquistes. On a entendu parler beaucoup, ces derniers temps, des problèmes dans le secteur manufacturier, nos exportations, de la hausse du dollar canadien, mais la tournure du discours peut faire croire qu'il s'agit d'un problème ponctuel qui ne s'est produit que récemment. Bien, la triste vérité, là, c'est que le Québec est chroniquement sous-performant par rapport à ses voisins. Pourtant, on est chanceux au Québec d'avoir autant de richesses naturelles. C'est un atout qui fait l'envie de plusieurs pays et qui amène de nombreuses personnes à se questionner sur le fait que le Québec soit si pauvre, alors qu'il possède tant de richesses. Nous sommes riches en ressources, nous sommes instruits, nous sommes à proximité des grands marchés. Pourquoi est-ce qu'on est moins riches que nos voisins? Est-ce que cela aurait un rapport avec la gestion toute croche des 30 dernières années, sans vision à long terme?

La création d'emplois. Toujours dans l'optique d'aller voir sur un plus long terme, de 1990 à 2006, il s'est créé 625 000 emplois au Québec, une progression de 19,9 %, mais il s'est créé 2 773 000 emplois dans le reste du Canada, une hausse de 27,8 %. Donc, malgré les prétentions du gouvernement, qui ne cesse de répéter: Nous avons un taux de chômage record de 6,9 %, eh bien, le taux de chômage est à 5,8 % au Canada. Si 6,9 % du chômage est un record, c'est parce que nous sommes sous-performants depuis des décennies, dans la création d'emplois.

Donc, on voit que la croissance de l'emploi au Québec affiche une tendance nettement plus lente que le reste du Canada, et cela, depuis plusieurs décennies.

Le secteur manufacturier. On va prendre 2002-2006. Il s'est perdu au-dessus de 68 000 emplois au Québec. Le secteur manufacturier au Canada a perdu 168 200 emplois. À lui seul, là, le Québec a assuré 40,3 % de ces pertes d'emploi, et nous sommes 22 % de la population par rapport au ROC. L'absence d'une stratégie manufacturière explique pourquoi l'adaptation actuelle est si douloureuse au Québec. En fait, depuis que le phénomène de la mondialisation a pris de l'ampleur, le Québec a connu deux régimes. Le premier, le régime péquiste, qui a opté pour une stratégie interventionniste de type paternaliste. Aussi, on peut appeler ça affectueusement, là, le social-bureaucratique, O.K.? Alors, trop souvent, ce régime a ignoré les règles du marché, voire les notions économiques élémentaires au nom de la compassion et a misé davantage sur le partage de la richesse que de sa création, la centralisation plutôt que

de faire confiance aux forces du marché là où le marché peut bien faire son travail.

Pour nous, à l'ADQ, là, par la création de richesse, on peut permettre une meilleure distribution. Le régime libéral est différent. Ça, c'est vrai. Le gouvernement a choisi d'être un acteur économique passif qui réagit aux urgences et qui oriente son action sur le curatif plutôt que le préventif. Il n'y a pas de vision de son développement économique. Il faut qu'il y ait une crise ou que l'opposition officielle dépose une motion à l'Assemblée nationale pour que le ministre promette une stratégie manufacturière.

Donc, ce que je veux savoir ce matin, c'est: Est-ce que le ministre va enfin mettre en place un plan pour soutenir le secteur manufacturier et le secteur forestier, parce que le temps presse? Mais surtout est-ce que ce plan va faire preuve d'originalité et faire en sorte que le gouvernement soit accompagnateur des entreprises? Est-ce qu'il va aussi s'en donner les moyens? Est-ce que le gouvernement va agir pour soutenir l'entrepreneuriat, encourager l'audace et l'innovation, aider la création des entreprises, aider nos... à prendre de l'expansion partout dans le monde? Est-ce qu'il va passer de la parole à l'action? Nos citoyens veulent un gouvernement facilitateur, au lieu d'agir en paternaliste et en interventionniste contrôlant qui met des bâtons dans les roues de nos créateurs d'emplois...

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Lévis.

M. Lévesque: ...comme il l'a fait depuis 30 ans.

Conclusions

Le Président (M. Sklavounos): Votre temps s'est écoulé. Alors, merci, M. le député de Lévis. Alors, nous sommes déjà rendus à l'étape des conclusions.

Alors, M. le ministre, vous allez disposer d'un temps de 10 minutes pour votre conclusion, suivi du député interpellant, le député de Rousseau. La parole est à vous, M. le ministre.

M. Raymond Bachand

M. Bachand: Merci, M. le Président. Dans cette brève conclusion, on va essayer de réussir à vous dire ce qu'on fait parce qu'on en fait tellement que c'est très difficile à synthétiser ce qu'on fait. On est tellement actifs dans l'économie, contrairement à l'immobilisme.

Je dois reprendre la parole du député de Lévis, M. le Président, ses propos quand il parle du manufacturier et de la motion, la motion du mercredi, oui, qu'ils ont faite en Chambre, cette semaine. Ça me fait penser: ils sont vraiment dans le vent, eux autres, hein, parce qu'ils regardent le vent souffler. Puis le premier ministre du Québec, dans le discours inaugural, il parle du manufacturier. Le premier ministre du Québec, dans le conseil général, en septembre, conférence de presse, tout le monde: Nous nous en venons avec un plan manufacturier. À l'Association des manufacturiers. Moi-même, sur toutes les tribunes. Et ils le savent. On travaille avec le Conseil des partenaires économiques à mettre au point, pas improviser, la stratégie manufacturière. Alors là, ils arrivent en disant: Oups, c'est dans le vent, le manufacturier, il faut faire une

motion: Faites une stratégie manufacturière. Bien oui, c'est évident, pas besoin d'attendre qu'ils nous le disent.

Mais ce que j'ai trouvé le plus incroyable, parce que j'étais content qu'on en discute mercredi, à cette Assemblée, j'ai dit: Enfin, ça vient de l'opposition officielle, ça vient de l'ADQ. Ils veulent parler de manufacturier. Ils ont leur discours d'ouverture de 20 minutes pour mettre la table sur le manufacturier. Et j'ai dit: Tiens, ça va être intéressant parce qu'ils vont critiquer un petit peu, mais ils vont suggérer quelque chose, ils vont suggérer ce qu'on devrait faire. Ils aspirent à être au gouvernement. M. le Président, pas une suggestion. Pas 10, pas huit, pas sept, pas une. Un ramassis de clichés et de clips sur un certain nombre de statistiques, de «buzzwords» du jour, mais, concrètement, rien, pas une suggestion. Alors, l'improvisation constante, mais pas une suggestion. Je ne comprends pas.

Puis évidemment le député de Lévis qui parle d'immobilisme, il ira dire ça à ces 350 travailleurs à Lévis, au chantier maritime actuellement, il ira dire ça à tous ceux qui vont travailler, là, sur Rabaska si c'est de l'immobilisme, le geste que le gouvernement courageusement a posé dans des cas.

Une voix: ...

● (11 h 50) ●

M. Bachand: Oui, les cas, ils ne sont jamais unanimes. Alors, on verra, M. le Président, ce qui se fait sur le terrain par la suite, on verra les contradictions.

J'aimerais terminer dans les brefs moments qui restent, en disant que, oui, il y a des changements dans le monde, bien sûr on voit qu'il y a des changements dans le monde, puis, dans les changements dans le monde, on peut en avoir peur, mais ils vont arriver pareil. On peut se mettre un mur autour de nous, on peut se mettre en dessous d'une couverture, on peut faire n'importe quel propos, on va dire: Surtout, on ne veut pas d'étrangers qui viennent ici, pas plus d'immigration, etc., mais fondamentalement on vit dans un monde ouvert, dans une économie ouverte. Et puis il y a des secteurs où on gagne, puis il y a des secteurs où c'est plus difficile, puis, comme Québécois, il faut qu'on s'entraide, il faut qu'on s'entraide avec les régions.

Mais le «bottom line», le résultat, M. le Président, c'est que vous avez un gouvernement qui est même très actif, qui est très actif. Puis le résultat, c'est que la production manufacturière du Québec est en hausse. Vous l'avez vu. Vous avez vu les livraisons manufacturières du Québec, elles étaient en hausse de 4 % en 2005; elles sont à 4,2 % en 2006; actuellement, en 2007, une année difficile, en hausse de 4,7 %; plus que l'Ontario, M. le Président. Puis évidemment ne parlons pas du temps du PQ. Ils devraient avoir honte de venir parler ici d'économie parce que c'était un désastre pendant cette période-là.

Les annonces d'investissement. Pour l'année 2007, ça va être une des meilleures années du Québec. Le Québec va être parmi les leaders du Canada. On a actuellement répertorié plus de 9 milliards d'annonces d'investissement, M. le Président, dans tous les secteurs de l'économie. Il y en a partout et dans toutes les régions du Québec, et ça, ça va créer des dizaines de milliers d'emplois ou ça va les soutenir, ça va s'assurer qu'on les conserve. Puis, au-delà du privé qui agit, M. le Président, le gouvernement, lui aussi, il fait sa tâche d'investissement dans les infrastructures. Je suis très fier de ma collègue la ministre des

Finances avec les transports, la santé, puis l'éducation, le 30 milliards d'infrastructures, dont deux tiers vont venir pour rénover nos infrastructures qui ont été abandonnées et négligées par le Parti québécois. Mais là on va léguer à nos enfants des infrastructures qui sont en bonne santé, mais ça va aussi stimuler l'économie. Attachez vos tuques, M. le Président, attachez votre tuque parce que, l'emploi au Québec, les chantiers vont bourdonner dans les prochains cinq ans, dans les prochains 10 ans, parce qu'il y a aussi des dizaines de milliers d'emplois qui vont être créés dans les chantiers énergétiques d'hydro-électricité et plus les milliers de mégawatts.

Demandez aux gens de la Gaspésie, région très, très difficile, on le sait, mais on a créé ce secteur, là, aujourd'hui, avec l'éolienne puis avec les entreprises à Matane et puis à Gaspé. Il y a des milliers d'emplois. Il y a un solde migratoire positif qui revient. Le maire de Gaspé me disait l'été dernier: J'ai des problèmes à avoir des maisons pour les cadres et les ingénieurs qui reviennent à Gaspé. On va être obligés de construire. J'ai dit à M. le maire: C'est un beau problème, c'est fantastique. C'est parce que ça marche, on est en train de développer la Gaspésie.

Et le «bottom line» de tout ça, M. le Président, c'est l'emploi, c'est l'emploi. Puis, oui, le Québec a été, depuis la guerre au fond, en arrière de l'Ontario et du Canada.

Le Canada, il faut faire attention dans les statistiques parce que l'Alberta, on le sait, vient doper toutes les statistiques. Comparons-nous donc parce qu'on s'est comparés à l'Ontario sans arrêt. On se rattrape avec l'Ontario, on progresse plus vite. L'écart de PIB avec l'Ontario est en train de diminuer, l'écart de taux de chômage diminue, on se rattrape. Et fondamentalement ce qui est important, c'est que, les Québécois et Québécoises qui nous écoutent, là, il y en a plus que jamais sur le marché du travail qui veulent travailler. Ça, c'est un bon signe. Ça veut dire qu'aussi non seulement tout le monde a le goût de participer à la création de richesse, mais ça veut dire aussi qu'il y a nos femmes qui, de plus en plus, participent au marché du travail. C'est excellent. Ça va dans la politique du premier ministre aussi de favoriser l'égalité, la participation des gens. Et le taux de chômage est le plus bas depuis 33 ans. Ça veut dire que les gens ont de la richesse. M. le Président, la main-d'oeuvre aussi, parce qu'on agit sur l'économie, on agit sur l'investissement, on agit sur nos secteurs un par un, on est en train de voir. A cause des changements des derniers mois, on dit: O.K., peut-être que ce que la ministre des Finances a fait, nos stratégies sectorielles, ça nous produit en avant.

Le dollar monte. Est-ce qu'on peut faire quelque chose de plus pour le secteur manufacturier? Mais on ne l'inventera pas, on ne le sortira pas avec le vent. On travaille avec les industriels, avec les syndicats, avec les entrepreneurs, avec les dirigeants d'entreprises étrangères pour dire: De quoi vous avez vraiment besoin, comment on peut vous aider?, pour qu'on sorte pointu. Puis on s'adapte, et on bouge, et on agit.

Et en plus ça, c'est un gouvernement qui a de la vision, puis il regarde l'avenir long terme. Non, ça ne gagnera peut-être pas de vote aux prochaines élections, non, on ne travaille pas comme des entreprises pour notre prochain trimestre, mais, moi, je suis fier de faire partie d'un gouvernement avec un premier ministre qui dit: On regarde le Québec à long terme, il faut l'ouvrir sur le monde, il faut l'ouvrir sur le Canada. Il a créé le Conseil

de la fédération, puis leur priorité en avril 2009, c'est la mobilité de main-d'oeuvre au Canada. Il a des relations avec M. McGuinty, réélu premier ministre de l'Ontario. On lance le libre-échange avec l'Ontario pour abolir le reste des barrières qui restent. Et on a un premier ministre qui est un leader sur la scène mondiale aussi, qui dit au Canada: Il faut faire une entente, un marché commun avec l'Europe, un espace économique commun parce que nos entrepreneurs québécois ont ça. Puis on a un premier ministre qui parle aussi avec le président de la République française puis il dit: En passant, dans cette année du 400e, des grandes retrouvailles France-Québec, les équivalences de métier: l'électricien à Alstom, en France, est-ce qu'il pourrait être électricien à La Pocatière? Puis l'infirmière en France, est-ce qu'elle pourrait être infirmière au Québec? Est-ce qu'on peut reconnaître l'équivalence des diplômes et des métiers dans tous les métiers pour qu'il y ait des gens qui veulent aller travailler en France et qu'il y ait des Français qui veulent venir travailler au Québec, et ça, ça répond aussi à des besoins de nos entreprises.

Notre vision, M. le Président, c'est la productivité puis c'est la main-d'oeuvre. Ce sont les clés de voûte du développement économique, aider nos entrepreneurs.

La productivité, c'est l'innovation, on est les meilleurs, c'est l'investissement, on a réformé le capital de risque. La main-d'oeuvre, c'est nos travailleurs, c'est la qualité de nos travailleurs. Et il y a de la formation continue qu'il faut faire, qu'il faut continuer à améliorer parce qu'il y a des nouvelles machines, il y a des nouveaux équipements, et on est là, mais c'est aussi la quantité de main-d'oeuvre, parce que nos entreprises vont commencer à souffrir un peu partout. Et là c'est la vision d'ouverture du Québec sur le monde, parce qu'alors qu'il y a un coût économique à l'intolérance il y a une création de richesse économique à l'ouverture sur le monde.

Et, moi, M. le Président, je vous dirais, ça fait deux ans cette semaine que j'ai eu ma convention dans Outremont, que j'ai été choisi. J'ai eu le privilège d'être choisi comme candidat dans Outremont, d'être élu après ça par les électeurs d'Outremont... Moi, je suis moi-même issu du milieu des affaires, chez Metro Richelieu, au Fonds de solidarité, chez Culinar, dans le secteur agroalimentaire, qui est un de nos grands secteurs au Québec, mais j'ai travaillé aussi de proche avec les travailleurs comme président du Fonds de solidarité. Je suis du domaine économique, même si j'ai été très actif dans le milieu social et culturel.

Je peux vous dire que je suis très fier d'être membre de ce gouvernement, je suis très fier d'accompagner nos entrepreneurs, d'accompagner nos créateurs dans le domaine culturel aussi, d'accompagner nos travailleurs dans ce défi que nous avons tous ensemble pour conquérir le monde, pour créer de la richesse, pour mettre de l'argent dans les poches des citoyens. Et je suis très fier aussi de faire partie de cette équipe comme les deux députés qui m'accompagnent ce matin, le député de Laporte, le député de Montréal, de mes collègues, des ministres et du premier ministre du Québec parce qu'on a une vision pour aider le Québec pour l'avenir.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le ministre. Alors, je cède maintenant la parole à M. le député de Rousseau pour vos remarques finales de 10 minutes.

M. François Legault

M. Legault: Oui. M. le Président, écoutez, on aura tout vu ce matin: d'abord, le député de Lévis, de l'ADQ, qui vient enfin s'intéresser à l'économie, qui n'a fait aucune proposition. Je l'ai bien écouté tantôt. Aucune, zéro proposition. D'ailleurs, son chef est allé à l'Association des manufacturiers, et savez-vous ce qu'il a dit comme proposition? Que lui ne serait pas un Obélix, qu'il ne serait pas une Assurancetourix, que, lui, il serait un Astérix. C'est ça que le chef de l'ADQ a dit. Écoutez, j'ai parlé à des gens d'affaires qui étaient là, là. Ils étaient découragés. Ils ont dit: Écoutez, là, c'est le chef d'un parti qui aspire à devenir premier ministre qui vient nous dire que, lui, il va agir comme un Astérix, puis c'est tout ce qu'il avait à dire. C'est quand même incroyable. Mais, bon. Mais le comble, c'est probablement le ministre du Développement économique, ce matin, qui nous dit: Je suis très fier de faire partie de cette équipe, tout va bien, la vie est belle. On a peut-être la cheville un peu amochée, mais on continue de marcher.

M. le Président, le dollar canadien est à 1,07 \$ ce matin. Les entrepreneurs au Québec sont inquiets, se seraient attendus à un peu de leadership de la part du ministre du Développement économique. Tout ce qu'il a dit, M. le Président, c'est qu'il s'est contredit. Il aime ça parler de l'ADQ, mais, écoutez, là, c'est quand même incroyable ce qu'il a dit sur la Banque du Canada. Je veux vous faire part de ça, M. le Président, parce que, l'année dernière, le 27 avril 2006, le ministre du Développement économique, suite à une question où on a dit: Vous ne devriez pas intervenir pour que la Banque du Canada peut-être ralentisse la croissance du dollar canadien?, savez-vous ce qu'il nous a dit l'année dernière, M. le Président? Il nous a dit: Je ne serai pas le gouverneur du Canada, à la place du gouverneur du Canada; on a des gestionnaires de banques centrales qui font bien leur travail. M. le Président, il nous a dit ça l'année passée. Savez-vous ce qu'il a dit ce matin? Je demande à la Banque du Canada d'intervenir pour baisser les taux d'intérêt.

Écoutez, là, il y a un virage, là, à 180°, là. Je pensais qu'il y avait juste le chef de l'ADQ qui était comme ça, là, mais on a maintenant un ministre du Développement économique qui, il y a un an, disait: Il ne faut surtout pas intervenir auprès de la Banque du Canada, puis, ce matin, qu'il dit: Il faut surtout intervenir auprès de la Banque du Canada, là. Une chance que le ridicule ne tue pas parce qu'on aurait une personne de moins ici, dans la Chambre.

● (12 heures) ●

M. le Président, donc le ministre, ce matin, a continué de dire: Il n'y a pas de problème. Et donc ça, c'était notre première question: Est-ce qu'il est inquiet? La réponse: Non, il n'est pas inquiet de la situation économique, il n'est pas inquiet de voir le dollar à 1,07 \$ et les impacts sur nos entreprises. M. le Président, notre deuxième question, c'était: Est-ce que le ministre réalise que les efforts les plus importants devraient être faits sur la taxe sur le capital puis que cette année les entreprises qui sont mal prises, là, actuellement vont payer 1,5 milliard de taxe sur le capital?

Bon. Encore un autre virage. Il nous dit: Attention, si on exclut les banques puis les pétrolières, le Parti québécois avait raison dans la dernière campagne

électorale, il faudrait les exclure; ce n'est pas 1,5 milliard, c'est 1 milliard. Je veux bien avoir une autre conversion du ministre du Développement économique. 1 milliard. Et c'est important d'agir. Mais il nous dit: Oui, mais 1 milliard, je veux bien, mais on coupe dans quelles dépenses? Je pense que, là, le chat est vraiment sorti du sac, M. le Président. On coupe dans quelles dépenses? M. le Président, il est un peu tard pour y penser. Il fallait y penser lors du dernier budget, lorsqu'on a fait le choix de mettre toutes les marges de manoeuvre obtenues d'Ottawa dans les baisses d'impôt des individus. Et j'entendais le député de Mont-Royal, parce que, je pense, j'ai perdu espoir que le ministre du Développement économique comprenne, mais j'ai encore des petits espoirs que le député de Mont-Royal comprenne. Puis j'ai apporté un petit tableau ici pour essayer d'expliquer au député de Mont-Royal. Ça vient du ministère des Finances, un document récent, là, d'il y a quelques mois, du ministère des Finances, donc dans un gouvernement libéral. Savez-vous ce qu'on évalue ici? On évalue quel est l'impact de 1 \$ de réduction d'impôt sur les revenus du gouvernement.

Savez-vous ce qu'on dit? On dit: Si on réduit la taxe sur le capital de 1 \$, savez-vous combien ça va rapporter au gouvernement? Ça va rapporter 1,21 \$. Ça veut dire qu'on va perdre 1 \$, mais ça va rapporter 1,21 \$ à long terme. À court terme, c'est 0,72 \$. Donc, il y a un coût à court terme, mais à long terme c'est démontré que la taxe qui est la plus avantageuse pour relancer le développement économique, c'est la taxe sur le capital.

Or, ce que son gouvernement a choisi de faire, c'est la deuxième colonne, baisser les impôts des individus. Quand on baisse les impôts des individus de 1 \$, au niveau de la croissance du PIB, ça rapporte 0,55 \$ seulement. C'est moins bon baisser les impôts des individus que de baisser la taxe sur le capital. Je ne sais pas s'il comprend maintenant, là, mais je veux lui dire ça. Et après ça on a la taxe sur la masse salariale, après ça on a l'impôt sur le revenu des sociétés. Et savez-vous, M. le Président, ce qui est le moins payant? C'est la taxe de vente, c'est la taxe de vente. De là, M. le Président, le concert, cette semaine, pour critiquer le choix du gouvernement fédéral, du gouvernement fédéral, donc de Stephen Harper, de baisser la TPS de 1 %. Pourquoi? Parce que, quand on baisse la taxe de vente de 1 \$, ça rapporte juste 0,44 \$ à court terme et 0,54 \$ à long terme.

Donc, ce qui est le plus payant au niveau économique, c'est de baisser la taxe sur le capital. Ce qui est le moins payant, c'est la taxe de vente. Et, entre les deux, il y a les impôts des particuliers. Donc, j'espère que le député de Mont-Royal comprend maintenant que c'était une erreur au niveau économique, le choix qui a été fait par son gouvernement, que, s'il avait vraiment cru qu'il fallait relancer l'économie puis aider à créer de la richesse pour les citoyens du Québec, qu'il a fait une erreur, son gouvernement, une grave erreur. Parce que, M. le Président, on se retrouve dans une situation où, comme je le disais tantôt, le chat est sorti du sac enfin, ce matin.

Le ministre du Développement économique nous a dit — et je le cite — dans un éclair de lucidité: 1 milliard pour couper la taxe sur le capital, je veux bien, mais on coupe dans quelles dépenses? C'est ça, le problème, M. le Président. C'est ça, la vraie question. C'est qu'on a un gouvernement, aujourd'hui, qui a fait le choix, lorsqu'il a

réglé une partie du déséquilibre fiscal, de tout mettre dans la baisse d'impôt des particuliers, et, aujourd'hui, il n'y a plus d'argent. Et, M. le Président, non seulement c'était irresponsable, mais c'est encore irresponsable, toutes les annonces qu'on a eues depuis le budget.

Ce gouvernement-là a annoncé qu'il veut investir 30 milliards de dollars dans les infrastructures. Bon. L'ADQ a dit: On n'est pas d'accord, nous autres — un peu à la Duplessis, là — on est contre ça, l'endettement, même si c'est pour investir dans l'avenir. Zéro vision. Mais ça, c'est le problème de l'ADQ. Nous, ce qu'on dit, c'est: Écoutez, là, il fallait y penser avant. Vous ne pouvez pas, aujourd'hui, dire: J'ai tout dépensé l'argent qui est arrivé du gouvernement fédéral, mais je vais augmenter de 30 milliards les infrastructures, ce qui va augmenter, par rapport au budget prévu, la dépense d'intérêt de 700 millions. Où on va le prendre, le 700 millions, M. le Président?

On pourrait dire la même chose, M. le Président, à propos des salaires des médecins. Où le gouvernement va payer? Comment va-t-il payer les augmentations de salaire des médecins? C'est important si on veut garder nos médecins au Québec, là. Le ministre de la Santé, il y a quatre ans et demi, quand il est arrivé, il a déchiré l'entente que j'avais signée avec les médecins pour se rendre compte, après les avoir mis en maudit pendant quatre ans et demi, qu'il fallait signer la même entente. Il a juste oublié une chose: ce gouvernement, son gouvernement n'a pas mis d'argent de côté. M. le Président, ce gouvernement-là n'a aucune vision, ce gouvernement-là est irresponsable. M. le Président, quand la ministre des Finances, cette semaine, a dit: Le 1 % de TPS, savez-vous à qui ça va aller? C'est ça qu'elle nous a dit, là, puis je fais attention, là, mais elle a dit: Ça va aller à Monique Jérôme-Forget. C'est ça qu'elle a dit, là. Je veux juste la citer. Elle a dit: Ça va aller à moi parce que je suis une grande consommatrice. Mais, M. le Président, la ministre des Finances, là, à force de regarder ses achats en marchant est en train de foncer sur un mur, le mur des finances publiques, qui ne balancent pas au Québec.

Donc, M. le Président, je pense que le gouvernement doit enfin se réveiller, faire les bons choix, être capable d'investir dans le développement économique pour créer de la richesse. Et malheureusement on a peur que, dans les prochains jours, on va avoir une autre stratégie du manger mou, c'est-à-dire une stratégie sans aucun sou, parce que le gouvernement n'a plus d'argent. C'est ça, le malheur, M. le Président.

Le Président (M. Sklavounos): Merci, M. le député de Rousseau. Alors, la Commission de l'économie et du travail ayant accompli son mandat sur cette interpellation, j'aimerais remercier tous les membres de leur collaboration, j'aimerais remercier le ministre de sa présence ainsi que ses collaborateurs et collaboratrices et souligner qu'à ma place ici, à mon banc, au salon bleu, on avait la présence de M. Mathieu Fraser, qui est le stagiaire qui m'a été assigné par la Fondation Charles-Bonenfant, qui a suivi avec intérêt les travaux de la commission.

Alors, sur ce, je vous souhaite à tous et à toutes une bon fin de semaine et j'ajourne les travaux de la commission sine die. Merci.

(Fin de la séance à 12 h 8)